9e Année. — N° 151. — 10 Mai 1933. Prix : 2 frs.

La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an...... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an...... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Un Comité International pour le boycottage des produits nazi

Il revenait à la Hollande, et, en Hollande, aux camarades de la Fédération Internationale des Transports, de prendre l'initiative d'une action ouvrière internationale pour le boycott des produits nazi.

Cela revenait à la Hollande parce que la Hollande — dont la vie économique est intimement liée à celle de l'Allemagne du fait qu'installée sur les bouches du Rhin elle est le débouché de la région la plus riche et la plus industrialisée d'Allemagne — est considérée, à tort ou à raison, comme « germanophile ». Une action de sa part contre les produits allemands ne peut donc, en aucune manière, être considérée comme du nationalisme camouflé.

Et, en Hollande, cela revenait particulièrement aux camarades de la Fédération Internationale des Transports, parce que, de toutes les fédérations syndicales internationales, celle-là seule est vraiment vivante, réellement active, véritablement internationale d'idée et de pratique. Sous l'impulsion des camarades Fimmen et Nathans, la Fédération Internationale des Transports ne s'est pas contentée comme les autres, d'être une boîte aux lettres, ou un office de documentation pour Genève ; elle a conduit d'une façon réellement internationale les luttes des marins, des cheminots, des dockers, apportant d'une façon effective à chaque groupe de travailleurs en lutte l'appui matériel de toutes les autres sections de travailleurs des transports de tous les autres pays.

On lira donc plus loin le manifeste que lance le Comité que nos camarades hollandais viennent de fonder : Comité général de défense contre la Terreur et les Persécutions en Allemagne, *dont le siège est à Amsterdam, dont le secrétaire est Nathans, secrétaire de la Fédération Internationale des Transports, et dont le but est de* « réaliser un boycottage systématique, national et international, de tous les produits allemands. »

Formulons cependant un regret : c'est qu'au boycott des produits allemands, nos camarades n'aient pas cru devoir ajouter celui des produits italiens. Le fascisme est un ; c'est partout où il est installé qu'il doit être combattu. Nous ne devons pas oublier ! Mussolini et ses chemises noires ont fait subir à la classe ouvrière italienne les pires persécutions ; ils ont tué, massacré, déporté, pour le moins autant qu'Hitler et ses chemises brunes. Nous ne devons pas oublier ! Si nous avons attendu dix ans avant de réagir suffisamment contre un phénomène que nous avions pu croire local, cela ne nous dispense point d'agir maintenant. Mussolini ne saurait être séparé d'Hitler ; contre le faisceau et la croix gammée, boycottage total : n'achetons ni un produit fasciste, ni un produit nazi !

Hitler s'est acquitté de ses dettes

Ainsi les platitudes des dirigeants des syndicats allemands n'auront servi à rien. Le lendemain du 1er mai l'hitlerisme a détruit ce qui restait de l'organisation syndicale allemande. Car l'ombre même du syndicat effrayait Hitler, et, plus encore, ses commanditaires.

Tout comme le fascisme italien en brûlant les Bourses du Travail, le fascisme allemand en s'emparant du siège des syndicats, a accompli sa besogne, celle pour laquelle il avait été créé, celle pour laquelle les Thyssen et autres magnats de la Ruhr ont couvert de milliards l'organisation d'Hitler, comme ceux de la Fiat et de l'Ansaldo avaient couvert de millions les gens de Mussolini.

Chambelland rappelle plus loin qu'il y a tout juste un siècle qu'a été lancé le grand message de l'union des travailleurs, un siècle que la classe ouvrière s'est aperçue qu'elle ne pourrait opposer une défense efficace à ses exploiteurs qu'en se groupant, en s'organisant sur le lieu même, et à l'occasion même de son travail. Depuis lors, l'organisation syndicale, même la plus faible, n'a cessé d'être l'effroi du patronat. Elle lui est toujours apparue pour ce qu'elle est en réalité : la puissance qui limitait dès maintenant son « droit divin » sur la chair à travail, et qui demain le remplacera, lui et son Etat, à la direction de la production et de la société.

Aussi la lutte contre l'organisation syndicale n'a-t-elle jamais cessé, violente ou sournoise, commençant par condamner au bagne ceux qui avaient commis le crime de s'« être liés par serment », puis, cherchant à canaliser le mouvement en le légalisant. Le fascisme n'est qu'un nouvel épisode de cette lutte. Devant la puissance grandissante des organisations syndicales, tant en Italie qu'en Allemagne, le capitalisme de ces deux pays avait compris que ses jours étaient étroitement comptés s'il ne faisait un effort suprême, pour les détruire. L'occupation des syndicats allemands, tout comme le siège de la Bourse du Travail de Turin, est un hommage rendu à la puissance que représente le syndicat.

Car la bataille sociale est ainsi. L'« évolution »

ne se fait pas en ligne droite, elle s'opère dialectiquement. Tout accroissement de force d'un des adversaires provoque chez l'ennemi des réactions de plus en plus violentes. C'est pour cela que la croissance de l'organisation syndicale a engendré le fascisme, mais c'est aussi pour cela que retrempées par l'adversité, débarrassées des tares qu'entraînent avec eux les croissances trop rapides et les succès trop faciles, les organisations syndicales allemandes et italiennes se relèveront un jour, purifiées et plus fortes ...et vaincront.

R. L.

Sous la haute autorité de M. Chautemps, ministre "républicain" de l'Intérieur

Ce lundi 24 avril, quelques Saint-Paulois, sous la conduite de leur maire, d'un antiquaire royaliste et célibataire et d'une tenancière de maison louche allaient mettre le siège devant l'école de Saint-Paul où travaillait Freinet avec 14 élèves sur les 28 inscrits de sa classe.

Cris. Sifflets. Menaces de mort *tout le jour. Le volet de la fenêtre donnant sur la rue est ouvert — une femme brise d'un coup de tête une vitre dont les éclats jaillissent jusque sur les élèves.*

Tout cela est grave, mais ne prend toute sa signification que lorsque l'on sait que la manifestation était annoncée, que l'Académie, la Préfecture en avaient été informées à l'avance.Des gendarmes étaient sur place mais assistèrent impassibles à l'émeute : ils écoutèrent placidement les menaces de mort, ils retirèrent de la fenêtre la mégère qui venait d'enfoncer une vitre mais le soir elle coucha dans son lit,et ce 3 mai nous ignorons encore si elle sera poursuivie. Pour elle on oublie la procédure des flagrants délits dont on use pour un manifestant criant : « Guerre à la guerre. »

Emeute de bande soudoyée, complicité des pouvoirs publics, c'est exactement ce qui caractérise la naissance du fascisme.

Et si vous en doutez, apprenez ceci : des plaisantins font le 27 courir le bruit qu'une troupe de communistes va envahir Saint-Paul. Alors le village est occupé par une trentaine de gendarmes casqués et mousquetons au poing... qui passent leur nuit à attendre !

Le gardien de l'ordre se réveille quand nul ne menace cet ordre !

Ceci vient après que les jeunes patriotes ont manifesté violemment contre le professeur Alessandri et l'ont menacé par affiches de le chasser du lycée « à coups de fouet ! » — ceci vient après que quelques camelots ont, à Cagnes-sur-Mer, cassé la figure à un pauvre diable qui défendait Aristide Briand — cela vient après que les pouvoirs publics chargés de faire appliquer les lois sur la fréquentation scolaire ont toléré pendant plus de 4 mois une grève scolaire organisée par le maire — et après d'abominables campagnes de presse.

En vérité si les « révolutionnaires » parlent *d'action directe ce sont les* « gens de l'ordre » *qui la* pratiquent.

B. G.

Le sort de la famille de Victor-Serge

Nous sommes toujours sans nouvelles du révolutionnaire Victor-Serge,prisonnier de l'Okhrana; en revanche, nous avons appris que sa femme, comme la fille de Trotsky, comme tant et tant d'autres, au pays de la dictature policière, n'a pu résister à ce coup : frappée de démence, elle a dû être internée. Ses propres parents, les Roussakov, ont été, eux, déportés, et l'unique sœur qu'elle avait encore en Russie, arrêtée.

Quant au fils de Victor-Serge, Vladimir, âgé de 12 ans, privé de son père, de sa mère, et de tous ses parents, il erre, on ne sait où...

La revanche de Bryan

Notre précédent numéro était à peine sous presse que nous parvenait la nouvelle de la chute du dollar, billet de banque qui était hier encore le plus solide et le plus fortement gagé.

Depuis la guerre, il y a tellement eu de dépréciations monétaires : mark, franc, livre, sans compter les monnaies secondaires, que nous commençons un peu à savoir ce que c'est. On aurait cependant tort de croire qu'il s'agit toujours de la même chose. Selon les procédés techniques par lesquels la baisse de la monnaie s'opère, ses conséquences peuvent être sensiblement différentes ; un jour où nous en aurons la place, nous tâcherons d'expliquer pour ceux de nos lecteurs qu'intéresse le démontage du mécanisme capitaliste, comment par exemple la dépréciation de la monnaie « sans inflation », telle qu'elle se poursuit actuellement en Angleterre, diffère de la dépréciation par « inflation », qui fut pratiquée par les autres pays. Pour aujourd'hui, contentons-nous de signaler que les buts économiques ou sociaux poursuivis dans la dépréciation monétaire diffèrent grandement.

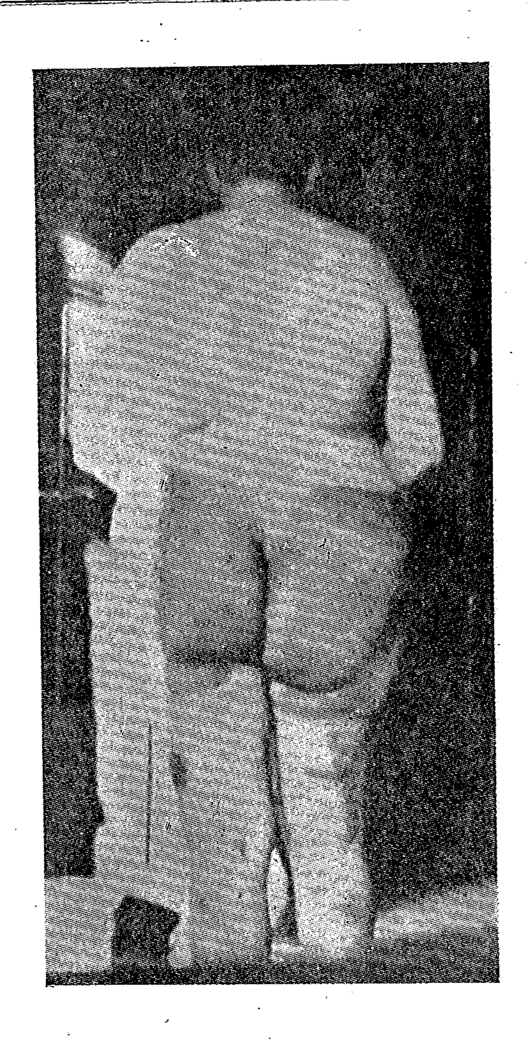
En France la baisse du franc a été d'ordre presqu'exclusivement budgétaire. La guerre et la reconstruction des régions envahies n'ayant pu s'opérer qu'au moyen d'emprunts formidables de l'Etat, celui-ci se trouva pourvu d'une Dette publique énorme dont il lui était manifestement impossible de payer les intérêts, à la valeur ancienne du franc; d'où réduction au cinquième de cette valeur.

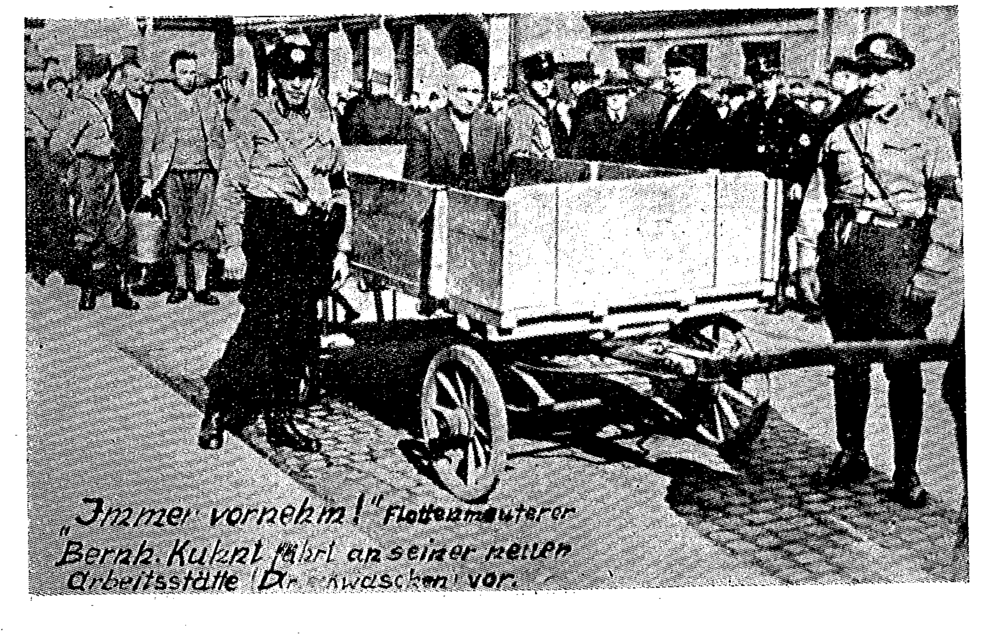
(suite page 4)

La Brute au service du Capital

La Brute et la Femme

Mme Maria JANKOWSKI
directrice régionale du Service Social
à Berlin, 18, Bergmannstrasse,
fut emmenée par quatre hommes
des « sections d'assaut » nazi
dans leur local à Berlin-Kopenick
29, Elisabethstrasse.
Durant deux heures
les quatre hommes
battirent cette femme
qui avait été dépouillée de ses vêtements
avec des gourdins
des verges en acier
et des fouets.





La Brute et le Vieillard

KUHNT,

Député social-démocrate de Chemnitz, ancien président du Conseil d'Oldenbourg, vieillard ne pouvant marcher qu'avec des béquilles, a été promené sur une charrette à travers la ville par les sections d'assaut nazi, contraint de prendre part au lavage des ordures, et d'enlever des murs les affiches électorales social-démocrates.

En Angleterre, la dépréciation de la livre eut pour but principal de procurer à l'industrie britannique en pleine décadence, un stimulant artificiel grâce à la « prime d'exportation » temporaire que procure le retard mis par les prix intérieurs à suivre la dépréciation de la monnaie qui s'opère sur le marché des changes.

Aux Etats-Unis, c'est un troisième objectif qui est visé : il s'agit non pas tant de la réduction de la Dette de l'Etat, ou d'une mesure de « dumping » pour l'industrie d'exportation, que de la réduction des dettes entre particuliers, et particulièrement les dettes des agriculteurs.

Il est symptômatique de constater que ce même problème de la réduction des dettes privées s'était déjà posé il y a quarante ans, dans ces mêmes Etats-Unis, et dans les mêmes circonstances, et presque dans les mêmes termes.

En 1889-1890 *s'était déclanché sur le monde capitaliste une crise « de surproduction » analogue à la crise actuelle; c'est celle qui se traduisit en France par le krack du Comptoir d'Escompte. Vers* 1893-94 *la crise atteignit son point culminant ; elle entraîna alors en Amérique de grands mouvements sociaux dont l'un fut cette première marche des chômeurs sur Washington, dont nous avons donné l'an dernier un récit. Dans le domaine proprement politique elle fut marquée par une campagne formidable du parti démocrate, sous la conduite de son leader Bryan, pour l'adoption du « bi-métallisme ». Il s'agissait simplement, sous ce terme passablement mystérieux, de réduire les dettes des débiteurs et particulièrement, comme aujourd'hui, celles des agriculteurs. Cette réduction se serait opérée en autorisant les débiteurs à payer leurs dettes en une monnaie d'argent à laquelle aurait été conférée une valeur légale très supérieure à sa vraie valeur, à la valeur commerciale de l'argent.*

Malgré sa formidable ampleur, et l'immense retentissement qu'elle eut, même hors d'Amérique, la campagne bi-métalliste échoua, pour la raison, entre autres, que l'élection présidentielle qui devait décider de son succès ou de son échec n'eut lieu qu'en 1896, *alors que la crise avait dépassé déjà son point culminant, et que la « prospérité » recommençait à poindre.*

Le fait que la réduction des dettes qui a pu être évitée par l'Amérique il y a quarante ans, ne peut l'être cette fois, mesure assez bien l'accroissement de l'intensité des crises, ou, plus exactement, l'accroissement de la difficulté que le capitalisme a à les supporter. *R. L.*

L'APPEL DU COMITÉ INTERNATIONAL POUR LE BOYCOTTAGE DES PRODUITS NAZI

Sous l'impression des événements qui se sont produits en Allemagne, ces derniers temps, un Comité a été constitué à Amsterdam, indépendant de toute organisation politique ou religieuse, ayant pour but de donner expression aux sentiments d'horreur et d'indignation que suscitent les persécutions ignominieuses et les violations des droits de toutes les victimes de la terreur national-socialiste, quelles que soient leurs race, croyance ou conviction politique.

Selon l'opinion du Comité, un isolement moral et matériel de l'Allemagne pourra seul faire comprendre à ce pays que l'humanité ne tolèrera pas impunément les agissements du régime qui y est actuellement au pouvoir.

Le Comité s'est assigné le but, vu l'échec de tous autres moyens, de réaliser un boycottage systématique, national et international de tous les produits allemands.

Les groupements ou personnes sympathisant avec le but sus-énoncé, sont priés de vouloir se mettre en relations avec le Comité amsterdamois, à l'adresse ci-après :

Comité général de défense contre la Terreur et les Persécutions en Allemagne, secrétaire: N. NATHANS, Postbox 137, AMSTERDAM.

***

Un ordre du jour de l'Union départementale d'Alger

Les délégués des Syndicats de l'Union départementale confédérée d'Alger, après avoir entendu le compte rendu de leur délégué au Comité Confédéral National,

en ce qui concerne la situation extérieure

approuvent sans réserve la décision prise par le C.C.N. de s'opposer par tous les moyens jusque et y compris la grève générale à toute tentative de dictature fasciste en France,

demandent à l'Internationale syndicale de mettre en œuvre sans délai des moyens précis et efficaces de lutte contre le fascisme international, montrant ainsi que la solidarité de classe qui lie les travailleurs du monde entier n'est pas inférieure à celle de certaines races ou sectes religieuses ou à celle des capitalistes.

Notre souscription exceptionnelle pour les 1500 abonnés

PREMIERE LISTE

Roméas, 10 fr.; Nouelle, 10; Leburg, 5; Bouveyron, 20; Dépieds, 5; Claveyrolas, 10; Albert Pelletier, 5; Lambert,5; Berthe Moraux, 5; Climin, 5; André Pâris, 25; Coudrin, 10; Zorninger, 10; Murat, 10; Schafer, 10; Marguerite Poulier, 20; Fontaine, 30; L. Hess, 12.50; Souzy, 2.50; René Lafon, 20; Rouays, 15; Roméas, 10; Turpin, 25; Novaro, 15; Béziès, 15; Mlle Kersalé, 10; Molinié, 20; J. Lapland, 5; Forest, 15; C. Philippon, 25; Gruat, 10; Barat, 50; Marceau Pivert, 42.50; Jean Brault, 5; Veiller, 10; René Autuche, 38; J. Achard, 7.50; Denis, 20; F. Danno,10;Mme Duché, 17.50; Pongheon, 10; René Nouelle, 12.50; Mlle Dubois, 15; G. Thomas, 30; Roger, 12.50; Jean Moiny, 10; Corsin, 10; Lapraz, 10; Noël Spy, 60; J. Kersulec, 10; Mlle Croze, 40; Louis Borel, 25; Thérèse Verny, 10; Jean Vidal, 10; Meysenq, 10; Deluret, 10.

Total de la première liste : 880.50.

Le "Drang nach Osten" et la révision des traités

La germanisation des slaves

Lorsqu'après les terribles guerres de Charlemagne contre les Saxons, la formidable poussée des peuples « barbares » vers l'ouest, qui durait depuis quelque cinq cent ans, fut définitivement arrêtée, un mouvement, en sens contraire, se produisit: un refoulement vers l'est.

Les agents principaux de ce refoulement, de cette poussée, non plus vers l'ouest, mais vers l'est, furent ceux-là même qui venaient d'être domptés: les peuples germaniques. Les Germains qui, à l'époque, n'occupaient à peu près que le faible territoire compris entre le Rhin et l'Elbe, se mirent, à partir de ce moment, à coloniser, assimiler ou détruire les peuples slaves qui occupaient alors, à l'ouest des Germains, la plus grande partie de l'actuelle Allemagne. En certains points, conquête et assimilation furent si complètes que c'est un ancien peuple slave, les Prussiens, qui se pose actuellement comme le défenseur attitré du plus « pur » germanisme.

Cette germanisation s'est poursuivie, presque sans interruption, depuis lors. A la veille de la guerre elle s'opérait à la fois à l'intérieur des frontières de l'Empire allemand, dans la Pologne annexée, et au dehors, dans les provinces limithrophes de la mer Baltique qui appartenaient alors à la Russie. Plus loin encore, les colonies allemandes de la Crimée et de la Volga, jetées en plein cœur de la Russie, pouvaient être considérées comme de lointains avants-postes, de la marche triomphale du germanisme au milieu du monde slave.

Cependant cette marche semblait ne plus s'opérer dans les temps qui précédèrent immédiatement la guerre, qu'avec des difficultés de plus en plus grandes. C'est ainsi que dans la Pologne allemande elle-même — malgré la colonisation « officielle », malgré que l'Etat allemand, opérant tout à fait à la manière de l'Etat français en Afrique du Nord, établissait de toutes pièces des villages allemands en pays polonais, par l'intermédiaire d'une institution spéciale l'*Ansiedelungskommission*, — la germanisation, non seulement n'avançait pas, mais reculait, la population slave s'y accroissant plus vite que la population allemande.

En soustrayant la Pologne et les provinces baltiques à l'autorité des Etats allemand et russe, en les érigeant en états indépendants, tout fiers d'avoir trouvé ou retrouvé leur indépendance, et bien décidés à la défendre contre tout ce qui risquerait d'y porter atteinte, les traités de 1919 enlevèrent à l'Allemagne toute possibilité de poursuivre une germanisation qu'elle avait déjà tant de mal à mener à bien, lorsque ces pays étaient soumis à sa propre domination, ou à celle, débile, de l'Etat czariste.

Or c'est cette possibilité qu'Hitler prétend se rouvrir.

Dans le seul ouvrage qu'il fit paraître avant d'être chancelier, — peu de temps avant — et dans lequel il expose ce qu'il fera « quand il sera au pouvoir », le seul article positif du programme qu'il expose est celui-ci: la reprise de la marche vers l'est, du *Drang nach Osten*, la reprise de la colonisation des peuples slaves. Car telle est, d'après lui, la mission historique des Germains: porter chez ces peuples « inférieurs » que sont les slaves, la « culture » supérieure des peuples germaniques.

Telle est leur « mission », mais mission qui est, en même temps, une nécessité, toujours d'après Hitler, car, prolifiques et travailleurs, les Allemands étouffent à l'intérieur de leurs frontières (6 millions de chômeurs); seules, les immenses plaines de l'est, relativement peu peuplées, et cultivées non intensivement, sont capables d'offrir un débouché à la population et à l'activité surabondantes de l'Allemagne.

Ce sont donc, comme on le voit, exactement les mêmes arguments — supériorité de la civilisation et excès de la population — que ceux qui ont été présentés toujours et par tous les Etats, pour justifier leurs conquêtes; ce sont ceux-là mêmes qu'hier encore le Japon invoquait pour « légitimer » l'occupation de la Mandchourie.

C'est le premier de ces arguments qu'invoque aussi la Hongrie pour revendiquer la Transylvanie.

Les bourgeois hongrois ne nient point que cette vaste région de collines et de plaines qui se niche à l'abri de l'arc des Carpathes, que le traité de Trianon a attribué à la Roumanie, ne soit, en grande majorité, peuplée de roumains, mais, disent les « révisionnistes » hongrois, chers à Mussolini, la minorité hongroise qui était installée en Transylvanie, y représentait un élément « supérieur »; au milieu de la « semi-barbarie » roumaine, le hongrois était le porteur de la « civilisation », et par conséquent, son droit à la possession de la Transylvanie est incontestable. Aussi incontestable que celui de la France sur l'Algérie, ou de l'Angleterre sur les Indes...

Telle est donc la forme sous laquelle se présente cette révision des traités que les deux renégats Mussolini et Mac Donald ont mis à l'ordre du jour, dans leur entretien de Rome, car on sait que pour eux, révision des traités signifie, avant tout, révision des frontières orientales, c'est-à-dire révision, au profit de l'Allemagne, de ses frontières avec la Pologne — peut-être aussi avec les pays baltiques — et révision, au profit de la Hongrie, de ses frontières avec la Roumanie. Dans les deux cas, il s'agit de *colonisation;* il s'agit de permettre à l'Allemagne et à la Hongrie de poursuivre leur colonisation de l'est, la colonisation des peuples slaves et latins de l'Orient.

Seigneurs et paysans

Mais ne nous contentons point de cette expression générale de colonisation; regardons quelle forme précise celle-ci revêtirait.

Qui dit colonisation, dit deux civilisations en présence, ou tout au moins deux formes sociales, deux états sociaux différents, celui des colonisés et celui des colonisateurs. En l'espèce quels sont-ils ?

La colonisation germanique chez les slaves s'est principalement opérée sous la forme habituelle de toutes les colonisations : la colonisation par seigneurs féodaux, par grands propriétaires fonciers. Le « colonisateur » s'installe en maître sur des terres, qu'il baptise son « domaine », et sur lesquelles il fait travailler, à son profit, comme salariés, métayers ou locataires, des gens appartenant au peuple colonisé. C'est ainsi qu'opérèrent les Anglais en Irlande, c'est ainsi qu'opèrent aujourd'hui même Anglais et Français dans leurs colonies, et c'est ainsi qu'opérèrent les Germains en pays slaves.

La grande propriété, le seigneur féodal, est en effet un phénomène qui n'existe, en Allemagne, qu'à l'est de l'Elbe, c'est-à-dire dans les pays anciennement slaves. Alors que dans la vieille Allemagne, en Rhénanie par exemple, on ne rencontre guère que le paysan, propriétaire du champ qu'il cultive,c'est dans les anciens pays slaves, en Poméranie, en Prusse, en Silésie, que se trouvent exclusivement les « hobereaux »,les « junkers », tous les *von* quelque chose, qui forment cette classe féodale qui constituait la pierre angulaire de l'ancien Empire allemand, et dont l'influence fut encore prépondérante, dans le « Troisième Reich », avec von Hindenburg, l'un des siens, et son fidèle serviteur.

Même hors de l'Allemagne, c'est sous cette même forme que le « colon » allemand apparaît. Les fameux « barons baltes », successeurs des Chevaliers de l'Ordre Teutonique, constituèrent jusqu'à la guerre, avec leurs immenses domaines, le fondement de la colonisation germanique dans les provinces russes de la mer Baltique.

Même chose pour la Hongrie. La Hongrie toute entière est restée un pays féodal, le pays féodal par excellence, celui où les seigneurs fonciers possèdent des domaines de plusieurs centaines de milliers d'hectares chacun. Or ce régime, la Hongrie ne le limita point, à la Hongrie parlant hongrois; la Transylvanie, peuplée de Roumains, y fut également soumise; elle était avant 1918 un pays de grande propriété, où le grand propriétaire était hongrois, et le travailleur agricole, roumain.

Tel était donc le régime des pays colonisés; mais quel était celui des pays, slaves ou roumains, non encore colonisés ? Avant guerre, il était le même, à peu de chose près, que l'autre. La Pologne russe avait le grand seigneur polonais, comme la Pologne allemande avait le « junker » allemand; les boyards russes et roumains étaient le pendant du baron balte et du grand seigneur magyar. Mais le grand bouleversement social qui a suivi la guerre, et qui a été infiniment plus important dans ces pays d'orient que dans les nôtres, a modifié la situation. La proclamation de l'indépendance nationale s'y est accompagné presque partout d'une réforme agraire. Réforme plus ou moins radicale selon le cas. Dans les Etats baltiques, où le grand propriétaire indigène était à peu près complètement absent, la réforme fut à peu près complète: le baron balte fut exproprié; en Pologne, la réforme agraire fut naturellement beaucoup moins poussée à l'est, où la terre était restée en grande partie propriété de la noblesse polonaise, qu'à l'ouest, dans l'ancienne Pologne allemande, où le paysan polonais a été substitué sur une assez large échelle au grand propriétaire allemand. Quant à la Roumanie, elle occupe une situation sensiblement intermédiaire: la réforme agraire y a été plus poussée qu'en Pologne, mais moins que dans les Etats baltes (Esthonie et Lettonie).

La réforme, en tous cas, fut partout suffisante pour qu'à l'heure actuelle, dans tous ces Etats, ce soit le paysan cultivateur et propriétaire, qui domine, non seulement économiquement, mais politiquement. Pilsudski-Bonaparte est en Pologne le représentant du paysan, tout comme l'est en Roumanie le parti national-paysan, actuellement au pouvoir.

Sur ces confins, germano-slaves au nord, hongro-roumains au sud, ce ne sont donc pas seulement deux sortes de peuples (de races, de langues, comme on voudra) qui s'affrontent, mais — tout au moins pour le moment — deux catégories sociales opposées : d'une part le seigneur féodal, de l'autre le paysan.

Tel est le trait essentiel de la situation, qu'il ne faut pas perdre de vue, dès qu'on aborde la question de la « révision des traités ».

Le "corridor"

Ceci posé, arrivons maintenant à la question précise sur laquelle va se jouer la « révision des traités », le point névralgique, ce qui doit être le premier stade du *Drang nach Osten:* la question du « corridor polonais ».

La germanisation des slaves s'est opérée de proche en proche, et plus vite, ainsi que toute colonisation, le long des côtes. Mais « de proche en proche » n'est que relatif; ce n'est vrai que dans l'ensemble, non dans le détail. Souvent en effet la colonisation a dû procéder par bonds, même dans la région côtière; des avants-postes germaniques pénétraient au cœur du pays slave, et restaient séparés du tronc germanique jusqu'à ce que avants-postes et bases continuant à s'étendre, finissent, un beau jour, par se rejoindre. Mais tant que cette jonction n'était pas faite, il restait un îlot slave.

L'un des plus importants de ces îlots était, au lendemain de la guerre, celui qui séparait les Prussiens germanisés de l'est (Prusse orientale) des Prussiens germanisés de l'ouest (Prusse occidentale). Il y avait là, le long de la basse Vistule, une zone déprimée, une sorte de corridor, au sens géographique du mot, dont le sol, particulièrement pauvre, n'avait jamais pu fournir aux colons allemands, malgré le secours de la colonisation officielle, de quoi prospérer, si bien que le paysan polonais y occupait encore à peu près seul la terre.

C'est ce territoire que les traités de 1919 ont attribué à la Pologne, et qui ainsi, de corridor géographique et ethnique, est devenu un corridor politique, le fameux « corridor polonais », qui sépare complètement l'une de l'autre, les deux provinces allemandes de la Prusse orientale et de la Prusse occidentale.

Mais le principal intérêt pour la Pologne de posséder ce corridor ne réside pas tant dans le fait qu'il est habité par des Polonais qu'en ceci: qu'il fournit à la

Pologne un accès à la mer, accès dont autrement, elle serait totalement privée.

Or c'est une chose bien connue que, dans l'état actuel du monde capitaliste, un pays n'est pas libre, économiquement et politiquement — sauf circonstances tout à fait particulières — s'il n'a pas accès à la mer.

Le commerce maritime reste encore la clef du commerce international. C'est, avant tout, par mer qu'un pays doit se ravitailler en ce qu'il n'a pas, et exporter ce qu'il a en trop, car la voie maritime demeurant extrêmement moins chère que la voie terrestre, permet seule d'accéder aux pays tant soit peu lointains.

Il s'en suit que si un Etat ne peut parvenir à la mer que par le territoire d'un autre Etat, cet autre Etat est le maître de toute la vie économique de l'autre pays: en lui ouvrant ou en lui fermant le passage, il lui permet de respirer ou il l'asphyxie, il lui permet de vivre ou l'oblige à mourir. Aussi, sauf dans certaines situations, comme celle de la Suisse par exemple qui est placée à égale distance à peu près de trois mers différentes dont elle est séparée par des Etats différents, un Etat qui n'a pas d'accès à la mer, tombe nécessairement sous la dépendance économique, et politique, de l'Etat qui tient les clefs de la mer, à moins qu'il ne finisse par se révolter, et alors c'est la guerre.

L'histoire de la Serbie d'avant-guerre et de ses cochons est encore présente à toutes les mémoires.

La Serbie avait besoin pour vivre de vendre au dehors le surplus de sa production agricole, sa seule production. Notamment il lui fallait vendre ses cochons, dans l'élevage duquel son paysan est spécialisé. Or, pour gagner les ports de l'Adriatique, les cochons serbes devaient passer par les chemins de fer d'Autriche - Hongrie. Celle-ci tenait ainsi la Serbie à sa merci. La Serbie devint alors la vassale de l'empire austro-hongrois, jusqu'au jour où, excédée, elle se regimba, ce qui, après une courte période de tension, se traduisit par le meurtre de l'archiduc autrichien Ferdinand et le déclanchement de la guerre mondiale.

Sans accès direct à la mer, la Pologne serait, à l'égard de l'Allemagne, exactement dans la même situation que l'était la Serbie, avant 1914, par rapport à l'Autriche — avec cette différence cependant que la Pologne compte 30 millions d'habitants, tandis que la Serbie en avait à peine trois millions!

Dans un très courageux article des *Sozialistische Monatshefte*, écrit peu avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, un écrivain socialiste allemand, Walther Maas, disait: « Supposons que la Pologne n'ait pas le corridor. Alors 80 % de son commerce devrait passer par l'Allemagne; or, à notre époque d'économies nationales concurrentes, cela entraînerait une complète domination de la Pologne par l'Allemagne ». — C'est l'évidence même !

Un exemple récent permet d'ailleurs de s'en rendre bien compte. L'Allemagne et la Pologne n'ayant pu s'accorder en 1925 pour conclure un traité de commerce, des tarifs de douanes quasi-prohibitifs furent établis de part et d'autre. C'était un coup très dur pour la Pologne dont près de la moitié des exportations (45 %), allait alors en Allemagne. Aussi les journaux bourgeois allemands furent-ils à peu près unanimes à déclarer qu'il ne saurait se passer longtemps avant que la Pologne ne mette les pouces et n'accepte de signer le traité de commerce que l'Allemagne voulait lui imposer.

Mais il n'en fut rien, car du fait de son accès à la mer par le corridor, la Pologne n'était point prise; elle se mit à développer considérablement ses exportations par mer; celles-ci qui ne représentaient alors que 15 % du total de ses exportations, en représentent maintenant 50 %; grâce à cela, la vie économique de la Pologne put, non seulement continuer, malgré la fermeture des frontières allemandes, mais même progresser.

Certes, il peut être quelque peu gênant pour les autres provinces allemandes de devoir passer par le territoire polonais pour gagner par terre la Prusse Orientale. Mais comme la voie de mer reste ouverte, il s'agit là d'une gêne, non d'un obstacle. Cette gêne ne saurait en aucune manière être considérée comme un empêchement au développement économique, non seulement de l'ensemble de l'Allemagne, mais même de la Prusse orientale, ni encore bien moins de soumettre ce développement au bon plaisir d'un pays concurrent. Les relations entre l'Angleterre et le continent seraient sans doute plus faciles et plus agréables si le tunnel sous la Manche permettait d'éviter le mal de mer, mais l'obligation d'emprunter la mer n'a jamais été, que je sache, un obstacle à ces relations, ni au développement du commerce britannique !

Où il faut réviser

Est-ce à dire qu'il n'y a pas lieu de réviser les traités de Versailles et autres ? En aucune manière, mais ce n'est pas de ce côté-là, ce n'est pas du côté des frontières orientales qu'il faut réviser. C'est plus près de nous.

Droit à l' "anschlüss"

Et d'abord, la question de l'Autriche.

La première chose à réviser c'est la scandaleuse interdiction faite à l'Autriche de disposer d'elle comme elle l'entend. Interdiction qui l'oblige à un isolement qui la fait progressivement périr. Qui l'empêche de s'unir aux autres peuples parlant sa langue, contrairement au vœu à peu près unanime de sa population. Qui en fait un mendiant perpétuel obligé de quémander au jour le jour à ses maîtres, les moyens de subsister. Rien ne justifie et ne saurait justifier une telle interdiction; rien, si ce n'est l'« intérêt de la France », ou tout au moins ce que les gouvernants français considèrent comme tel: le non-agrandissement de l'Allemagne, car les bourgeois français tremblent de peur à la pensée que l'Allemagne pourrait avoir 6 millions d'habitants de plus!

L'interdiction de l'*Anschluss*, de la réunion de l'Autriche à l'Allemagne, n'est justifiable que du point de vue des seuls intérêts, ou prétendus intérêts, du chauvinisme français; aucun internationaliste, n'en déplaise à nos députés prétendûment socialistes, ne saurait admettre l'interdiction de l'Anschluss, car aucun internationaliste ne saurait brimer un peuple, dans l'intérêt d'un autre peuple. L'Autriche doit, comme tout autre pays, avoir le droit de libre détermination.

L'Alsace-Lorraine état-tampon

Un second point sur lequel les traités pourraient être utilement révisés est celui qui concerne l'Alsace - Lorraine.

Lorsque, il y a dix ans, le Comité des Forges fit tenter le coup de la constitution d'une République rhénane indépendante, les journaux stipendiés firent valoir combien il y aurait intérêt « pour la paix du monde », à ce que la France et l'Allemagne soient désormais séparées l'une de l'autre par un Etat-tampon.

Nous sommes du même avis. Ce qui était scandaleux, ce n'était point de chercher à créer un Etat-tampon entre la France et l'Allemagne, c'était de vouloir constituer cet Etat en pleine Allemagne, en pays purement allemand, par détachement du Reich, d'une province essentiellement allemande. Un Etat-tampon ne peut être valablement formé qu'en des régions qui soient réellement intermédiaires entre les deux pays. Or, s'il y a une frontière où une telle région de transition existe, c'est bien la frontière franco-allemande. Le fossé alsacien, entre la Forêt Noire, nettement allemande, et les Vosges, nettement françaises, avec son débouché nordique sur les plaines lorraines, abrite une population qui est le type même des populations intermédiaires — et qui en a conscience.

En Alsace, ainsi que dans une grande partie de la Lorraine annexée, on ne parle pas français, on ne sait pas le français, seuls le parlent les bourgeois, pour faire du genre; peut-on dire alors que c'est un pays français ? Mais ce n'est pas non plus un pays allemand; les Alsaciens ne manquent point de souligner les différences qui séparent leur « dialecte », de la langue allemande, et l'opposition qu'ils maintinrent, pendant 40 ans, à la domination allemande, montre manifestement aussi qu'ils ne se considèrent point comme des allemands.

Ni français ni allemands, ou, si l'on préfère, mi-français et mi-allemands, les Alsaciens-Lorrains constituent le peuple rêvé pour former l'Etat-tampon, la zone neutre qui séparerait l'un de l'autre les deux vieux ennemis. Et c'est sans doute au sentiment profond que telle est en effet leur destinée historique, qu'il faut attribuer l'intensité du mouvement «autonomiste». Aussi vigoureux sous la domination française que le mouvement « protestataire » sous la domination allemande.

Avec l'Alsace-Lorraine indépendante, la chaîne des Etats-tampons entre France et Allemagne se poursuivrait sans interruption, depuis la mer du Nord jusqu'aux Alpes: Belgique, Luxembourg, Alsace-Lorraine, Suisse.

Et si l'on objecte qu'un pays aussi industriel que l'Alsace-Lorraine aurait du mal à vivre avec un territoire aussi réduit, il est facile de répondre que l'érection de cet Etat pourrait s'accompagner de facilités spéciales pour l'exportation de ses produits en France et en Allemagne, et que d'autre part, en s'agrégeant à l'Union douanière belgo-luxembourgeoise, le nouvel Etat formerait avec la Belgique et le Luxembourg une puissante unité économique, débouchant sur la mer, et aussi bien placée que n'importe quelle autre pour aborder la concurrence internationale. La métallurgie de la Lorraine devenue indépendante ne saurait avoir plus de mal à vivre que celle identique et contiguë du Luxembourg indépendant; la construction mécanique et l'industrie textile de la haute Alsace auraient moins de mal à vivre que celles de Suisse.

Une Syrie libre

Le troisième point sur lequel la révision des traités s'impose, concerne les colonies, ou, pour employer l'hypocrite euphémisme: les « pays à mandat ».

Non point, certes, qu'il s'agisse de restituer à l'Allemagne ou à ses anciens alliés, leurs anciennes colonies; ce ne serait qu'un déplacement de l'impérialisme. Ce qu'il faut, c'est donner aux pays à mandat leur indépendance. Et, en premier lieu, aux plus importants de ces territoires, ceux de la Péninsule Arabique: Syrie, Irak, Palestine.

Indirectement d'ailleurs, l'Allemagne tirerait avantage de cette indépendance, car son commerce pourrait désormais y concurrencer librement celui des autres puissances, sans être entravé par les multiples privilèges, avoués ou occultes, que s'y créent en fait les puissances « mandataires ».

***

Ainsi, droit de libre disposition de l'Autriche, constitution de l'Alsace-Lorraine en Etat indépendant, libération des pays sous mandat — telles sont les trois directions dans lesquelles peut être envisagé, du point de vue internationaliste, la révision des traités. Car une telle révision ne comporterait point une extension de l'impérialisme, elle n'aurait point pour conséquence d'entraver le développement de certains peuples au profit d'autres peuples, mais au contraire elle permettrait à des peuples jusqu'ici entravés dans leur développement, de s'épanouir plus librement, et de mûrir par suite plus rapidement les conditions propres au développement de la lutte de classes.

Mais qu'on nous comprenne bien ! Nous ne prétendons nullement qu'une telle révision mettrait l'Europe à l'abri de la guerre.Avec ou sans révision des traités, les rivalités capitalistes n'en subsisteront pas moins. Tout ce qu'on peut demander à un traité ou à la modification d'un traité, c'est d'éliminer l'objet sur lequel, à un moment donné, se concentre particulièrement la rivalité des impérialismes, et ainsi d'ajourner la guerre pour un temps, le temps que les impérialismes mettront à trouver un autre objet sur lequel se heurter... Mais, tandis que, pour les « pacifistes », cet objectif: retarder la guerre, est une fin en soi, qu'il est le seul point de vue auquel ils se placent, la meilleure révision des traités étant pour eux celle qui éloignera le plus la guerre, — pour nous, internationalistes, nous ne pouvons souscrire à des solutions qui ne retarderaient la guerre qu'en sacrifiant de nouveaux peuples au monstre de l'impérialisme. Toute révision des traités basée sur un recul de l'impérialisme, nous en sommes; toute révision basée au contraire sur une extension de l'impérialisme, donnant, pour assurer la paix à certains, de nouvelles licences aux forts pour opprimer les faibles, ne peut trouver en nous que des adversaires.

Nous trahirions la solidarité internationale, si nous livrions le paysan polonais au hobereau prussien, pour assurer la paix de la petite bourgeoisie française. Si, pour avoir la tranquillité, le petit bourgeois français estime nécessaire d'acheter la paix à Hitler, qu'il l'achète avec ses propres deniers!

Qu'il libère ses vassaux et qu'il abandonne ses conquêtes; qu'il donne la liberté à l'Autriche, qu'il émancipe l'Alsace, qu'il proclame l'indépendance de la Syrie !

R. LOUZON.

A la veille des journées de Mai

Le manifeste des femmes de la Commune

On a beaucoup parlé et écrit sur la Commune, *mais très peu d'écrivains se sont préoccupés de décrire l'esprit qui animait les travailleurs, et la volonté d'héroïsme qui était la leur. Voici, à cet égard, un document, extrait du* Journal Officiel *de* la Commune, *publication très difficilement trouvable actuellement. C'est le manifeste du « Comité Central de l'Union des Femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés ».*

Moins d'un mois après ce manifeste, les Versaillais entraient dans Paris, et les femmes des ouvriers parisiens montrèrent que leur manifeste n'avait pas été un vain mot.

Dans l'héroïque lutte que les prolétaires parisiens soutinrent durant toute une semaine, les femmes, ainsi que Louise Michel l'a signalé dans son livre sur la Commune, dressèrent des barricades et les défendirent elles-mêmes, entre autres celle de la rue du Delta. J.-B. Clément a spécialement consacré le dernier couplet de sa fameuse chanson « le Temps des Cerises », à une jeune fille inconnue qui vint planter un drapeau rouge sur la barricade de la rue Fontaine-au-Roi, à l'angle de la rue Saint-Maur, et qui périt en faisant sauter cette barricade au moment où les Versaillais s'en emparaient

R. GÉRARD.

Au nom de la révolution sociale que nous acclamons, au nom de la revendication des droits du travail, de l'égalité et de la justice, l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés proteste de toutes ses forces contre l'indigne proclamation aux citoyennes, parue et affichée avant-hier, et émanant d'un groupe anonyme de réactionnaires.

Ladite proclamation porte que les femmes de Paris en appellent à la générosité de Versailles et demandent la paix à tout prix...

La générosité de lâches assassins !

Une conciliation entre la liberté et le despotisme, entre le peuple et ses bourreaux !

Non, ce n'est pas la paix, mais bien la guerre à outrance que les travailleurs de Paris viennent réclamer !

Aujourd'hui une conciliation serait une trahison !... Ce serait renier toutes les aspirations ouvrières, acclamant la rénovation sociale absolue, l'anéantissement de tous les rapports juridiques et sociaux existant actuellement, la suppression de tous les privilèges, de toutes les exploitations, la substitution du règne du travail à celui du capital, en un mot, l'affranchissement du travailleur par lui-même !...

Six mois de souffrances et de trahison pendant le siège, six semaines de lutte gigantesque contre les exploiteurs coalisés, les flots de sang versés pour la cause de la liberté sont nos titres de gloire et de vengeance !

La lutte actuelle ne peut avoir pour issue que le triomphe de la cause populaire... Paris ne reculera pas, car il porte le drapeau de l'avenir. L'heure suprême a sonné... Place aux travailleurs, arrière à leurs bourreaux !...

Des actes, de l'énergie !...

L'arbre de la liberté croît arrosé par le sang de ses ennemis !...

Toutes unies et résolues, grandies et éclairées par les souffrances que les crises sociales entraînent toujours à leur suite, profondément convaincues que la Commune, représentant les principes internationaux et révolutionnaires des peuples, porte en elle les germes de la révolution sociale, les femmes de Paris prouveront à la France et au monde qu'elles aussi sauront, au moment du danger suprême, — aux barricades sur les remparts de Paris, si la réaction forçait les portes, — donner comme leurs frères leur sang et leur vie pour la défense et le triomphe de la Commune, c'est-à-dire du peuple !

Alors, victorieux, à même de s'unir et de s'entendre sur leurs intérêts communs, travailleurs et travailleuses, tous solidaires, par un dernier effort anéantiront à jamais tout vestige d'exploitation et d'exploiteurs !

Vive la République sociale et universelle !...

Vive le travail !... Vive la Commune ...

Paris, 6 mai 1871.

La Commission exécutive du Comité central:
LE MEL, JACQUIER, LEFÈVRE, LELOUP, DMITRIEFF.

Parmi nos Lettres

Ne faisons rien ! Un camarade d'Alger nous écrit:

On nous a fait, à notre Union départementale le compte-rendu du Conseil National de la C.G.T. La C.G.T. n'a pas l'intention d'intervenir effectivement contre l'hitlérisme. «Cela ferait plus de mal que de bien aux organisations ouvrières allemandes », paraît-il!

Et cependant, il semble que dans la masse on soit assez partisan d'une action directe qui a été réclamée au Comité de l'Union départementale. On a bien voté une sorte de motion, mais je crains fort qu'elle soit arrêtée et ne dépasse pas le cadre local... Inclinons-nous devant Hitler!

Comparaison En nous communiquant la nouvelle de la crise de folie subie par la compagne de Victor Serge, que nous donnons d'autre part, Péra nous écrit :

Et tous ces braves gens qui proclament encore qu'il ne faut « rien faire contre la Russie » ! Comme si elle était différente de celle des autres Etats la classe dirigeante qui fait marcher l'économie en faisant bouffer des briques à la classe ouvrière, qui musèle toute critique, qui se moque du dépècement de la Chine par le Japon, commerce avec Mussolini et se lave les mains de l'écrasement du prolétariat allemand !

Elle diffère des autres classes dirigeantes, exactement com-

*me la monarchie de Louis XIV différait de la féodalité du XII*e *siècle. A la multiplicité anarchique des puissances du moyen-âge était substituée une autorité unique, celle de la hiérarchie royale. De même à la multiplicité des patrons capitalistes est substitué un patron unique, la clique soviétique (ainsi nommée par antiphrase car l'ombre des Soviets a disparu depuis longtemps !)*

Qu'on ne dise pas qu'il y a une différence radicale entre les deux époques du fait que les fonctionnaires communistes ne sont pas les descendants biologiques des anciens patrons et seigneurs. Ce serait oublier que la « noblesse » de Louis XIV n'était pas du tout, familialement, la « noblesse » féodale et que les premiers rois de France effectifs, dans leur lutte contre la noblesse, Louis XI en particulier, prirent un malin plaisir, pour humilier et affaiblir les nobles authentiques, à anoblir et rendre puissants nombre de roturiers, bourgeois, manants, clercs, etc... Dans les deux cas, celui de la classe dirigeante soviétique et celui de la noblesse monarchique, l'extraction sociale est différente de celle de la classe immédiatement précédente, mais la fonction sociale est la même: exploiter l'homme.

Une quatrième Internationale ? Du même :

*Trotzky lui-même a maintenant de graves doutes. Il se demande si la III*e *Internationale n'a pas fait faillite, et s'il ne faut pas lui substituer une IV*e *Internationale, qui serait, celle-là, « bolchevik-léniniste » !*

*Ah ! mais non, là je n'en suis pas ! Certes, reconnaître et proclamer le rôle constamment contre-révolutionnaire joué depuis dix ans par l'organisation dite III*e *Internationale, cela est important. Mais dire qu'on arrangera tout en faisant une IV*e *Internationale qui ne sera pas « staliniste » mais bolchevik-léniniste, cela ne va plus ! C'est oublier que le régime « staliniste » est le fils direct du régime « bolchevik-léniniste » ! Car enfin, voyons un peu: dans l'esprit de Trotzky tout était très bien dans l'Internationale bolchevik de Lénine, dont il était lui, Trotzky, grand chef, tout était très bien quand... un homme est mort (ce qui me semble le propre des mortels !) et quand la perfidie d'un mauvais génie, nommé Staline, est venue transformer en chose tout à fait mauvaise ce qui était absolument bon. Foutre ! c'est là une explication vraiment peu matérialiste, sinon très spirituelle... Comment ne voient-ils pas que le régime « bolchevik » et « léniniste » du début (deux mots idiots), par son mépris du prolétariat, par sa manie de tout faire régler par des « chefs » et des « dirigeants » et des « responsables » devait logiquement aboutir au honteux régime actuel.*

A propos du livre d'Allard D'un correspondant anonyme qui signe « un lecteur » :

Dans deux numéros de la R. P. *vous donnez des extraits du livre d'Allard:* Les dessous de la guerre révélés par les Comités Secrets.

Vous avez voulu, en publiant ces passages, montrer la répression ignoble exercée par le commandement militaire, d'accord avec le gouvernement bourgeois afin de maintenir la discipline. J'espère que les lecteurs de la R. P. *n'ont pas attendu le livre de P. Allard pour avoir une opinion à ce sujet, ou alors ça serait triste!*

Mais c'est autre chose qui me chiffonne. J'ai lu la Vie de Trostky *et j'ai vu que les moyens employés pour sauver la Révolution n'étaient pas beaucoup différents de ceux employés par les bourgeois pour sauver leur régime. Alors si, nous, nous estimons nécessaire pour arriver au but de porter le fer rouge dans la plaie purulente, comme dit Trotsky, ne critiquons pas la bourgeoisie. C'est entre eux et nous une affaire de force et il ne faut pas faire de sentiment.*

Notre lecteur se trompe complètement sur les raisons qui nous ont fait reproduire les extraits du livre d'Allard.

Il s'agissait, pour nous, d'une part, de faire connaître l'ampleur de la révolte, chose encore parfaitement inconnue en France ; il nous fallait révéler que les « mutins » avaient été à deux doigts de prendre Paris, et montrer ainsi à la classe ouvrière la force qu'elle peut avoir.

En second lieu, la bourgeoisie aime à faire le plus possible le silence sur ses violences. Elle est féroce, et se fout de sa propre légalité, mais elle le cache ; nous avons cru utile de la prendre une fois de plus sur le fait, et de montrer une fois de plus également, que ce sont les bourgeois qui font le plus profession d'« humanité » et de respect de la « légalité », les bourgeois dits de « gauche », qui violent le plus impudemment l'une et l'autre — les exécutions illégales de Franchet d'Esperey ayant eu lieu sous la haute autorité du ministre de la guerre Painlevé, typique « homme de gauche ».

NOUS ÉDITONS

La Géographie Economique

A l'heure où la Révolution Prolétarienne *va sous presse notre travail d'éditeur se poursuit régulièrement : l'imprimeur va passer la main au brocheur, c'est-à-dire que bientôt nous pourrons commencer nos envois.*

C'est dire également que tous ceux qui se proposent de bénéficier du prix réduit de 7 francs, 50 doivent se dépêcher d'envoyer leur chèque postal à la Révolution Prolétarienne, Compte-courant Paris 734-99.

Nous prolongeons d'ailleurs de 5 jours le délai pour bénéficier du prix réduit, afin qu'on ait le temps, au reçu de ce numéro, de nous faire parvenir commande ; c'est donc jusqu'au 20 mai *que le prix est de 7 fr .50 franco au lieu de* 9 *francs.*

C'est dire également que tous ceux de nos amis qui se sont dits : je vais demander un dépôt de 10, 20 ou 50 exemplaires ne doivent pas attendre un jour de plus.

Nous disons tout ceci avec confiance car dès à présent plus du tiers *de notre tirage a trouvé sa place. De ce bon départ il nous faut surtout complimenter les provinciaux. Quand Besançon figure déjà avec 52 commandes et Belfort avec 50, et tel patelin du Jura avec 25, Paris et Marseille figurent courageusement avec zéro ! C'est vous dire que l'Est est en tête et il faut ajouter: A l'Ouest, rien de nouveau ! Nos nombreux amis de Bretagne ont sans doute peur de se concurrencer les uns les autres !*

L'Enseignement bouge : c'est l'heure des assemblées générales préparatoires aux Congrès, mais les autres corporations vont bien se mettre en route aussi !

Puisque nous y sommes, ajoutons-le : on a pensé au Précis *en Belgique et au Portugal — on n'y a point encore pensé en Suisse que nous sachions ni en Espagne !*

Répétons-le : il est l'heure d'entrer en contact avec Giauffret, Parc Fleuri, Bloc A, Saint-Maurice, Nice *et de lui commander les dépôts qu'on pourra placer. Remise sur le prix marqué — reprise des invendus — règlement* après *la vente.*

Qu'on nous aide ! Nous entreprenons une œuvre qui n'est ni personnelle ni sectaire ! Nous avons le droit de compter sur tous ceux qui savent que « l'ignorance est l'opium du peuple ».

LETTRE DE L'INTERNATIONALE

Le redressement du mouvement syndical belge est-il possible ?

La *Révolution Prolétarienne* a reçu la lettre suivante d'un camarade bruxellois :

Il y a quelques mois, j'écrivais dans une étude générale : « Bien plus que de la théorie, le syndicalisme est avant tout de l'action ». Vérité bien élémentaire à laquelle souscriront, je pense, tous les syndicalistes, et la R. P. *en premier lieu.*

Me basant sur cette constatation, je me crois autorisé à vous poser, en dehors de toute controverse doctrinale, une question ayant trait à une méthode d'action préconisée par beaucoup d'entre vous et en particulier par le Groupe d'Action Syndicaliste Belge, dont le manifeste-programme a paru dans le Réveil Syndicaliste, *leur organe.*

Voici ce que dit l'art. 2 du manifeste-programme en question :

« 2. — Défendre l'indépendance des syndicats en s'efforçant d'obtenir, par la voie régulière et statutaire, que le syndicat auquel ils appartiennent ne soit affilié ni officiellement ni officieusement à aucun parti politique. »

Et voici ce que dit maintenant l'art. 3 :

« 3. — Maintenir l'unité ouvrière en se gardant d'introduire un germe de scission quelconque dans leurs organisations syndicales. »

Que ce programme sonne agréablement à l'oreille, rien de plus vrai, mais pour quiconque connaît quelque peu la situation syndicale de Belgique, il y a là une contradiction flagrante, une impossibilité absolue.

Tout le monde sait qu'en Belgique — à part quelques très rares exceptions — tous les syndicats sont affiliés au parti social-réformiste. Vouloir réagir contre cela, ou seulement en manifester la volonté, suffit largement pour se faire exclure. J'affirme, sans démenti possible, que le fait de distribuer, même en dehors du syndicat, le susdit manifeste, est déjà suffisant.

Dans ces conditions, il serait indispensable, pour l'éclairement des camarades, que l'on dise comment on peut œuvrer pour la désaffiliation du parti socialiste, sans introduire dans les dits syndicats un germe de scission. L'exclusion systématique des adversaires d'un parti est bien, je pense, une scission, et même la pire. En d'autres termes : pris entre l'affirmation de leurs convictions syndicalistes et l'exclusion de leur syndicat, que doivent faire les ouvriers de Belgique ?

ERNESTAN.

Cette lettre étant relative au mouvement syndical belge et visant plus spécialement les Groupes d'action syndicale fondés à Bruxelles et à Liège, les camarades de la *R. P.* ont bien voulu nous la communiquer. Nous les en remerçions.

Dépouillée de ses commentaires — que nous discuterons — la question posée par Ernestan paraît bien être surtout celle-ci : « Le redressement du mouvement syndical belge est-il encore possible ? Quels moyens y peuvent ou y doivent être employés ? » A cela, nous désirons répondre de façon quelque peu circonstanciée, mais tout d'abord, il est nécessaire d'indiquer quelle est la situation de ce mouvement syndical belge : ainsi seulement l'on pourra juger de ses possibilités de redressement et quelles tactiques sont les plus propres à donner des résultats.

Importance et influence des facteurs politiques en Belgique

Dans la plupart des pays, les partis politiques et les organisations de la base ouvrière ont une existence plus ou moins séparée, plus ou moins indépendante. Certes, les cas d'influence mutuelle sont multiples, répétés ; des interférences se produisent ; mais les uns et les autres — partis et syndicats — n'en restent pas moins sur un plan déterminé de vie propre. En France, notamment, les partis politiques n'affirment leur pleine force grégaire qu'en période électorale. En d'autres temps, ils vivent au ralenti, sur des cadres restreints ne groupant pour ainsi dire que des militants. Leur action de masse n'est point permanente, ni guère organisée. Ils ne comptent leurs adhérents que devant les urnes.

Il en va tout autrement en Belgique, où les électeurs sont, dans leur immense majorité, directement et régulièrement affiliés à l'un ou l'autre des partis politiques. Aussi, ceux-ci groupent-ils des effectifs proportionnellement formidables, eu égard à la faible population du pays — quelque 8 millions d'habitants. Qu'on songe, par exemple, que le Parti Ouvrier Belge (P.O.B.) groupe près de 600.000 adhérents, et qu'on juge si c'est énorme comparativement au parti S.F.I.O., son correspondant français.

Il serait trop long de rappeler ici ce que fut l'évolution du régime parlementaire en Belgique. Et c'est dommage : on comprendrait mieux, sans étonnement, ce gigantisme des partis et l'importance que les facteurs politiques ont pris et gardent ici dans la vie ouvrière. Tels qu'ils se sont constitués et développés au cours de cette évolution, les partis belges ne peuvent aujourd'hui subsister que sur la base de très vastes effectifs. Il en résulte entre eux une concurrence jamais ralentie de recrutement perpétuel. Pour y réussir, ils multiplient leur activité sur tous les plans, se mêlent de tout et à tout, répondent de tout et à tout, vivent la vie quotidienne du citoyen. Dès l'enfance, écolier encore, le futur électeur — la future électrice aussi — est saisi, enrôlé dans un parti. A chaque étape de sa vie d'homme, le parti répondra par de nouvelles organisations ; notamment et surtout, pour ce qui concerne le travailleur, sur les plans coopératif et syndical. Et ainsi, la cristallisation politique de chaque individu atteindra au dogmatisme, sinon au fanatisme ; elle deviendra telle qu'il ne fera, ne pensera plus rien qui ne soit d'un partisan.

Les syndicats catholiques et libéraux

Dans cette concurrence sans trêve que se font les partis, les syndicats sont tout naturellement devenus des instruments de propagande politique. La base d'organisation syndicale offre, par définition même, de vastes possibilités de recrutement. Et les partis qui, à un titre quelconque, prétendent défendre les intérêts des travailleurs, ont évidemment cherché à former « leurs » syndicats ou à s'attacher ceux existant déjà.

Deux grands partis surtout, politiquement opposés,

ont réussi un large recrutement par la base syndicale: le Parti catholique et le Parti ouvrier belge (P.O.B.). Le Parti communiste y a, lui, échoué presque complètement: par maladresse, d'une part; par manque de moyens, d'autre part. Quoique conservant encore quelques formations syndicales péniblement acquises, il semble avoir momentanément renoncé à tout espoir de ce côté et s'attache à opposer l'organisation de conseils d'entreprise à celle des syndicats. Quant aux autres partis, leur faiblesse ou leur programme les ont mis, ou tenus, hors de course.

Revenons-en donc aux deux premiers.

Le Parti catholique a une aile gauche qui, s'inspirant de l'encyclique « Rerum Novarum », se réclame de la démocratie. Par cette aile, le parti contrôle une centrale syndicale dite chrétienne dont les sections groupent environ 200.000 membres au total. Ces simili-syndicats sont le plus souvent de véritables pépinières de jaunes, encore qu'à l'occasion de certaines luttes d'envergure et sous la poussée de leur base — ouvrière malgré tout — on les ait vus faire plus ou moins cause commune avec les syndicats socialistes. Quoi qu'il en soit, ces organisations, généralement dirigées par des patrons « éclairés » ou par des vicaires à préoccupations « sociales », n'en rejettent pas moins le principe de la lutte des classes et proclament la collaboration nécessaire entre le capital et le travail. Tout cela au nom des Saints Evangiles et de l'esprit chrétien.

Avec les objectifs confessionnels en moins, les quelques rares syndicats libéraux qui vivotent tant bien que mal ont les mêmes principes collaborationnistes.

Les uns et les autres — syndicats chrétiens et syndicats libéraux — ne peuvent donc être traités qu'en ennemis déclarés et combattus à outrance. Il n'y peut évidemment être question de redressement.

Les syndicats de lutte de classes

Il en va tout autrement en ce qui concerne les syndicats à base de lutte de classes. Chez ceux-ci, la ligne principielle est valable. S'ils s'en sont écartés, ce n'est point par renoncement: il n'y a jamais eu là que déviation et seulement sous l'action de facteurs tout extérieurs.

La déviation, c'est que ces syndicats ont cessé d'être des organisations purement économiques, que des préoccupations politiques de parti les ont détournés de leurs fonctions essentielles.

Les facteurs de cette déviation ? La concurrence de recrutement politique, aboutissant pour le P.O.B. à sa mainmise sur le mouvement syndical, grâce à une certaine centralisation et à une bureaucratisation excessive... et modèle.

Le P.O.B. est, dans l'arc-en-ciel politique, l'équivalent belge du parti S.F.I.O. Ses effectifs atteignent près des 600.000 membres, et le plus clair en est constitué par des organisations syndicales. Au moins théoriquement, il reste un parti révolutionnaire et de lutte de classes. D'ailleurs, il fut réellement tel à l'origine et le resta même jusqu'à la guerre. Un accroissement formidable et subit de ses effectifs, une bureaucratisation outrancière, l'embourgeoisement de ses cadres dirigeants, de successives participations au pouvoir et l'éveil des boulimies ministérialistes l'ont amené depuis à l'ultra-réformisme qui est sa règle d'aujourd'hui.

Mais cette évolution s'est faite fort adroitement, presque à l'insu de la conscience ouvrière et, aux yeux de sa base organisée, le P.O.B. garde son auréole glorieuse de parti de classe. Ainsi s'explique que la plupart des syndicats de lutte de classe lui restent affiliés.

A côté du P.O.B., il y a la Commission Syndicale (C.S.), forte, elle aussi, d'environ 600.000 membres. C'est l'organisme de centralisation par excellence. Presque tous les syndicats de lutte de classes lui sont affiliés par l'intermédiaire des centrales ou fédérations professionnelles, le plus souvent nationales. Ne restent guère en dehors de la C.S., que quelques cartels indépendants, aux tendances syndicales assez floues d'ailleurs, ainsi que d'éparses et maigres formations communistes ou communisantes.

En principe, la C.S. et le P.O.B. sont indépendants l'un de l'autre. Et, pour un syndicat, l'affiliation à la C.S. est une chose, et l'affiliation au P.O.B. en est une autre: celle-ci ne conditionne en rien celle-là. En réalité, un grand nombre d'organisations inscrites à la C.S. le sont en même temps au P.O.B. Il en résulte que la séparation du politique et du syndical n'est plus que de pure forme, que de part et d'autre les hauts dirigeants sont les mêmes, ou tout au moins du même bateau, et que la C.S. a formellement reconnu le seul P.O.B. comme l'expression de la lutte des classes sur le terrain politique.

Vers le redressement syndical par l'indépendance politique

Tout ceci dit, on comprendra mieux de quoi souffre le mouvement ouvrier belge et l'on pourra mieux juger des remèdes possibles. Le mal, on le voit, est extérieur au grand corps syndical resté foncièrement sain: c'est un mal parasitaire. Mais ce n'en est pas moins un mal grave, très grave, que ce parasitisme politique.

En fait, la mainmise du P.O.B. sur le mouvement syndical équivaut à une véritable dictature. La C.S., tout imprégnée de réformisme politico-social, n'est plus qu'un éteignoir; et les bureaux syndicaux sont devenus des officines politiques. Faut-il rappeler le 28e Congrès de la C.S., tenu en juillet dernier après la grève des mineurs, et les mesures envisagées pour plus de coërcition vis-à-vis de la base ouvrière ? Faut-il rappeler la gamme des sanctions de police politique, générales ou particulières, depuis l'ancienne motion Mertens pour toute la C.S. jusqu'à la plus récente motion Vercruyce pour les traminots ? Faut-il énumérer les nombreuses exclusions manifestement politiques: aux Employés, au Bâtiment, chez les Métallos, chez les Traminots, etc. ? Tout cela — et bien d'autres choses encore! — ne ferait que mieux la preuve du mal et de sa source.

Détournés de leurs fonctions essentielles, les syndicats se trouvent employés à des fins avant tout politiques et mobilisés comme masses de manœuvre pour les luttes électorales et électoralistes.

Mais — et Ernestan le reconnaît lui-même — il existe toujours des syndicats qui, affiliés à la C.S., ne le sont pas au P.O.B. N'en déplaise au camarade Ernestan, ils sont même plus nombreux que « quelques ». On compte, par exemple, dans ce cas des centrales très puissantes, comme celles des Cheminots et du Vêtement. Et parmi ces non affiliés au P.O.B., il en est qui lut-

tent âprement pour que le mouvement syndical se sauve de l'emprise politique: tels les Typos, telle encore la Fédération de la Laine Peignée, à Verviers.

L'affiliation au P.O.B. et l'approbation de son réformisme ne sont donc point choses nécessairement imposées aux syndicats belges. Les Cheminots restent aujourd'hui à l'écart du parti pour des raisons de légalité; les Typos font de même par attachement au principe d'indépendance; et d'autres, et d'autres encore. Demain, de plus nombreux syndicats peuvent se décider pour le retour à l'indépendance politique. Cette question, d'ailleurs, a été tranchée plus d'une fois déjà, et notamment à la Fédération de la Laine Peignée, déjà citée, anciennement affiliée au P.O.B. Elle fut posée notamment au Syndicat du Bâtiment de Bruxelles et chez les Instituteurs; ici et là, de fortes minorités s'affirmèrent pour la désaffiliation, mais durent s'incliner. Quoi qu'en dise Ernestan, ces minorités ne furent point exclues.

Nous pensons donc qu'il est possible — la preuve en a été faite souvent — de soulever, le moment venu, cette question de l'indépendance politique devant les assemblées syndicales régulières. Battus, nous nous inclinerons pour revenir à la charge à l'occasion de chaque fait nouveau susceptible de faire comprendre notre point de vue par une majorité. Et nous finirons bien par être entendus et suivis.

Les Groupes d'Action Syndicale

Des camarades qui pensent ainsi se sont constitués en Groupes d'Action Syndicale, à Bruxelles et à Liège notamment. Ils trouvent dans la voie de l'indépendance politique reconquise des gages de redressement syndical. Cette indépendance, en libérant le syndicat des emprises particulières, garantira la plus large démocratie au sein de l'organisation ouvrière et, par là même, fera plus facile l'unité à la base.

Si lourde que soit la dictature actuelle des manitous politico-syndicaux, les camarades des Groupes d'Action Syndicale ont foi dans la tactique qu'ils préconisent. Des indices sérieux affirment la valeur de cette voie. La politisation exagérée des syndicats a provoqué déjà des réactions sérieuses à la base: les derniers mouvements des Dockers, des Typos et des Mineurs sont de ces réactions. Qu'elles aient tant tardé à se produire, la faute en est pour une grosse part peut-être aux militants de base qui n'ont pas réagi assez rapidement, qui n'ont pas assez profité de toutes les occasions pour dénoncer l'infection politicienne du mouvement syndical.

Il est facile au camarade Ernestan d'affirmer « a priori » l'impossibilité de notre action. Nous croyons, nous, que les faits nous donneront raison. Certes, nous savons comme lui que la tâche sera rude. Mais qu'on songe à ce qu'une réussite, même partielle, nous apporterait d'un coup; qu'on songe à ce que nous y gagnerions en temps et en hommes, ces deux choses si précieuses qu'il ne faut jamais gaspiller. Rien n'ayant encore été essayé — ou presque — nous ne pouvons ni ne voulons dire avec lui que tout est perdu. Malgré qu'il en affirme, l'esprit et la lettre des statuts syndicaux belges ne prévoient point de sanctions contre les promoteurs de l'indépendance. Mais si — tout est à prévoir — faisant fi des chartes syndicales, certains dirigeants excluaient de nos camarades, nous lutterions alors de ce côté avec les seuls procédés qui valent contre tout arbitraire: la ruse suppléerait à la force.

S'opposant directement à notre tactique de redressement, Ernestan, lui, préconise la scission d'avec les organisations existantes et la formation de syndicats fédéralistes. Pareille tactique est peut-être valable en certains pays où le mouvement ouvrier se disperse sur une infinité de plans idéologiques ou tactiques, car alors, loin d'être un élément de confusion, elle peut en être un de clarté. Mais en face du puissant mouvement syndical qui s'est développé en Belgique et qui a au moins le mérite de la cohésion, les scissionnistes seraient avant tout des diviseurs, et ne seraient sans doute que cela. Et les camarades des Groupes d'Action Syndicale n'en veulent pas être. Militants syndicaux, ils ont trop la notion des réalités existantes pour jouer l'aventure gratuite. Qu'Ernestan croie à la valeur de la tactique scissionniste, c'est admissible: il a l'excuse de ne point connaître les syndicats, de n'y avoir jamais milité, et même de n'en avoir jamais fait partie — parce que non syndicable. Mais nous croyons, nous, que l'action au sein des organisations existantes est préférable au superbe isolement qu'il préconise, pur en doctrine mais nul dans l'action. Car — et c'est lui-même qui l'écrit: *Bien plus que de la théorie, le syndicalisme est avant tout de l'action.*

Max CHERTON.

PHALANGE D'HONNEUR DU « CRI DU PEUPLE »

RECETTES DU 16 FÉVRIER AU 31 MARS

Nous publions ci-dessous les recettes de mars, que l'abondance de la copie a empêchées de trouver place plus tôt dans les colonnes de la R. P. *Nous publierons les recettes d'avril dans le prochain numéro. En remerciant les camarades qui nous ont transmis leur cotisation, nous insistons vivement auprès de ceux qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils le fassent rapidement. (Chèque postal, René Deveaux, 33 ter, rue Doudeauville, 525-67 Paris).*

En espèces: Audin, 25; Joseph Péri (Var), 20; Lecomte, 10; Deveaux, 20; Pierre Auffret, 20; Tignières, 20; Le Gléo, 20; Duchêne, 10; Chambelland, 10; R. Croze, 50; Barat, 30; Tignières, 10; Monatte, 10; Alhomme, 10; A. Garnery, 20; G. Garnery, 20; Marthe Pichorel, 20; Gavard, 50; Sandillon, 50; Ménard, 10. — *Total Phalange:* 435 francs.

Comme *souscription:* Groyer, 10 francs.

Aux chèques postaux: Charroin, 10; Anne Bizeau (Cantal), 10; Veiller (Cantal), 10; A. Pelletier, 25; R. Louzon (Alpes-Maritimes), 140; F. Morel, 10; A. Morel (Loire), 10; U. Thévenon (Loire), 30; G. Claveyrolas (Loire), 20; Van Zurk (Alpes-Maritimes), 30; Charroin, 10; A. Delhermet (Hte-Loire), 200; Bureau (Alger), 50 fr. — *Total Phalange:* 555 fr.

Comme *souscription:* Reliquat de la caisse du Comité du Cantal, versé par Anne Bizeau, 152 fr.; Pranchère, 20 fr. — Total: 172 francs.

En caisse le 15 février	399 fr. 39
Recettes Phalange	990 fr.
Recettes souscription	182 fr.
Recettes diverses	310 fr.
	1.881 fr. 39
Dépenses (fournisseurs)	1.009 fr. 30
En caisse le 31 mars	872 fr. 09

(Espèces: 189 fr. 25. — Chèques postaux: 682 fr. 84).

Merci à tous !

La renaissance du Syndicalisme

LE PREMIER MAI

Un centenaire oublié

Quand vous demandez à un militant quelles sont les origines du Premier Mai, il vous répond : « Chicago, 1886 ».

Effectivement, le premier « Premier Mai » eut lieu en Amérique en 1886. Un congrès trade-unioniste réuni à Chicago avait voté une résolution stipulant que « à partir du 1er mai 1886, la journée normale de travail serait fixée à 8 heures et que toutes les organisations ouvrières se prépareraient à cet effet ».

Mais la revendication essentielle du Premier Mai, la revendication de la journée de huit heures remonte, elle, à bien avant 1886. Elle date de 1833 et vient donc d'avoir cent ans.

Il faut se reporter à l'admirable collection de la « Vie ouvrière » revue, et relire, dans le numéro du 20 avril 1914, l'étude de Monatte. Monatte indique que « le premier mouvement pour la conquête des huit heures ne s'est pas produit aux Etats-Unis, mais en Angleterre, non pas en 1886, mais en 1833-34 ».

Malheureusement — ajoute-t-il — cette période de l'histoire de la classe ouvrière anglaise est fort mal connue. C'est la période du *chartisme*.

Monatte donne de larges extraits du livre de Beatrice et Sydney Webb, « Histoire du Trade-Unionisme ». A cette époque, une « rage de trade-unionisme » soufflait sur les ouvriers anglais. « En quelques semaines, écrivent les Webb, nous voyons l'Union réunir un demi-million de membres... » La création de la Grande Union Nationale Consolidée des Métiers eut lieu dans ces années-là ; la politique avouée de l'Union « était d'inaugurer une grève générale des salariés dans tout le pays ».

Les années 1829 et 1830 — écrit Monatte — avaient été remplies d'émeutes de paysans contre les grands fermiers des comtés du Sud, accompagnées de bris de machines, d'incendies de meules. Cette révolte paysanne fut écrasée par la troupe et par la réunion d'une commission d'assises appelée à juger plus de 1.000 prisonniers.

En décembre 1833, une grande union, celle des tailleurs de Londres, déclara la grève de la corporation afin d'obtenir une diminution des heures de travail. 20.000 ouvriers firent grève.

Les fileurs de coton, après une longue période d'agitation menée par Doherty et Fielden, décidaient une grève générale de tous les cotonniers pour le 1er mars 1834 afin d'obtenir les huit heures: « Le plan — écrit Fielden à Cobbett — est que, vers le 1er mars prochain, où le *bill* limite la durée du travail pour les enfants au-dessous de onze ans à huit heures par jour, ceux au-dessus de cet âge, jeunes gens et adultes, devraient réclamer la journée de huit heures et que leurs salaires hebdomadaires actuels pour une semaine de soixante-neuf heures fussent les salaires minima pour une semaine de quarante-huit heures après cette date. »

Les militants anglais se proposaient d'obtenir les huit heures « par une grève plutôt que par la législation », décidés qu'ils étaient à conquérir les huit heures **par eux-mêmes.**

L'un de ces militants, Doherty, était membre de la « Société pour la régénération humaine », fondée en 1833 par Robert Owen. Monatte nous apprend que celui-ci avait présenté ainsi les raisons qui militaient en faveur de la journée de huit heures :

1° *Parce que c'est la durée de travail la plus longue que l'espèce humaine — en tenant compte de la vigueur moyenne et en accordant aux faibles le droit à l'existence comme aux forts — puisse endurer et rester en bonne santé, intelligente et heureuse;*

2° *Parce que les découvertes modernes en chimie et en mécanique suppriment la nécessité de demander un plus long effort physique;*

3° *Parce que huit heures de travail et une bonne organisation du travail peuvent créer une surabondance de richesses pour tous;*

4° *Parce que personne n'a le droit d'exiger de ses semblables un plus long travail que celui qui est en général nécessaire à la société, simplement dans le but de s'enrichir en faisant des pauvres;*

5° *Parce que le véritable intérêt de chacun est que tous les êtres humains soient bien portants, intelligents, contents et riches.*

Cent ans après, la revendication de la diminution des heures de travail et le but final du mouvement syndical sont-ils mieux exprimés et défendus qu'ils ne l'étaient en 1833 par Owen ?

Monatte nous montre, en outre, que :

La conquête des huit heures ne formait pas l'unique objectif de ce hardi mouvement: elle n'était que la première et la plus immédiate des améliorations. Le but était plus haut: transformer complètement la société, organiser la production. Les programmes politiques étaient vains. Vain aussi l'espoir en les députés; les travailleurs devaient faire leurs affaires eux-mêmes.

Comment prit fin ce mouvement ?

Elle (l'Union) — écrit Monatte — fut disloquée par les échecs, par l'offensive patronale, par la répression gouvernementale. Ce merveilleux mouvement, cette formidable agitation en faveur de la journée de huit heures, de la grève générale, de la prise de possession des instruments de production sombraient pour ne plus remonter à la surface dans l'histoire du prolétariat anglais.

A une époque où l'on célèbre par tant de mômeries le cinquantenaire ou le centenaire de n'importe qui et de n'importe quoi, le mouvement ouvrier va-t-il continuer à oublier ses dates à lui, ses centenaires à lui ?

Ignorera-t-il le centenaire de la revendication des 8 heures, qui est aussi celui de l'idée de la grève générale et, en définitive, celui du Premier Mai lui-même ?

M. CHAMBELLAND.

DANS L'ENSEIGNEMENT UNITAIRE

Le dernier Conseil Fédéral

A la dernière réunion du Conseil fédéral de la Fédération de l'Enseignement (unitaire), j'ai constaté une fois de plus à quel point les événements confirmaient la valeur de notre syndicalisme révolutionnaire. Si j'avais à définir celui-ci je dirais qu'il doit être lutte de classe, indépendant des formations politiques et qu'il doit viser à conserver ou à réaliser l'unité.

Ces trois principes inséparables me paraissent à la fois nécessaires et suffisants si, à l'intérieur des organisations, la démocratie syndicale et la liberté d'opinion sont en tout temps assurées.

Malheureusement nous n'en sommes pas là. Des traditions syndicales qu'on voudrait voir définitivement admises sont battues en brèche tant par la majorité de la C.G.T.U. que par la plupart des dirigeants confédérés. Chez les uns et les autres les « instances supérieures » ont tendance à mépriser l'opinion de la base, à vouloir donner des *ordres*, à les donner au besoin par dessus la tête des « subalternes ». Nous nous dresserons toujours contre de pareilles déviations. La base doit commander. Et en aucun cas un *groupe* extra ou supra-syndical ne doit prétendre à décider et à diriger l'action à la place des organisations régulières.

La M.O.R. — groupe de la majorité confédérale unitaire dans notre Fédération — a montré une fois de plus au dernier Conseil fédéral sa persévérance dans... l'erreur. Si on l'avait écoutée, la bataille pour les traitements aurait pris un tout autre caractère par la grâce des comités de lutte ! Ces fameux comités ont fait un beau fiasco, mais ils ont existé ou voulu exister juste assez pour fournir un argument aux dirigeants confédérés qui n'en trouvaient pas beaucoup pour repousser le front unique.

Il nous a été lu à ce sujet une certaine motion approuvée à l'unanimité par les deux syndicats de l'Hérault qui exprime exactement, précise même notre position sur le front unique (pas de polémique injurieuse, décision laissée aux syndicats). Félicitons aux camarades de l'Hérault — ceux de la M.O.R. compris — pour leur « ligne juste », quelque peu différente de celle que dicta à ses troupes, lors du Conseil de Noël, le délégué de la C.G.T.U.

La M.O.R. aurait voulu que dans la campagne pour les traitements le bureau fédéral s'efforçat d'entraîner les syndicats et le plus grand nombre possible de « camarades » du syndicat national (confédéré) vers une action plus radicale. (Ils avaient, n'est-ce pas, rendu pareille tentative très facile !) J'ai pris un certain plaisir à marquer que les camarades du syndicat national, favorables à la grève de 24 heures, sont précisément les « traîtres » du Finistère, de l'Indre, etc.

Nous pensons, nous, que, dans les conditions les plus difficiles, le bureau fédéral a fait pour le mouvement du 20 février tout ce qu'il a pu. Notre motion le reconnaît.

Et maintenant, qu'allons-nous faire ?

A notre avis — et conformément aux principes rappelés au début de cet article — deux préoccupations s'imposent: nous devons nous employer à démontrer la nécessité immédiate pour les syndicats de s'orienter vers l'action directe et en particulier vers la grève de 24 heures; — et en même temps nous devons remettre sur le plan de l'actualité, l'unité syndicale, sans négliger, en attendant, de chercher à réaliser le plus possible l'action commune, car — c'est un *fait* malheureusement certain — l'unité ne sera pas réalisée en un tournemain.

Le mot d'ordre d'unité dans la C.G.T. a probablement donné tout ce qu'il pouvait. L'autre, le nôtre (et à des nuances près celui des centristes) n'a jamais été sérieusement discuté par ses adveraires et nous regrettons précisément que le bureau fédéral ne l'inscrive plus à son programme que pour mémoire.

Nous ne pouvons qu'approuver, par contre, l'activité corporative du bureau fédéral ainsi que la manière dont il a mené la lutte contre la répression. Sur ce dernier point, naturellement, la M.O.R. n'a pas satisfaction. Par exemple à son sens, les résultats obtenus dans l'affaire des normaliens d'Aix ne valent pas cher: une savante politisation eut rapporté davantage ! Nous pensons, nous, que les résultats déjà acquis sont très encourageants et nous nous réjouissons de ce que la M.O.R. ne soit pas venue les « appuyer » à la manière élégante qui fit ses preuves à Quimper.

Pour obéir aux ordres reçus d'en haut, la M.O.R. continue à faire bon marché de la discipline fédérale. Mais ainsi elle n'aboutit qu'à se déconsidérer davantage.

C'est au nom de la « ligne politique juste » et en violation des statuts fédéraux que le syndicat de la Seine admet dans son sein les agents des lycées (non enseignants); de plus il s'organise sur la base des groupes d'écoles, groupes auxquels il s'apprête à donner pouvoir de décision, faussant ainsi complètement le caractère de l'organisation syndicale.

Dans le même esprit a été lancée l'idée du Congrès d'unité (d'unité d'action, dit Barne), sorte de « comité » de grande envergure (du moins si ça rend), nouvel organisme supra-syndical qui ne manquera pas de renforcer la Fédération... en dénonçant sa carence ! Le bureau fédéral ne marche pas, et nous non plus à plus forte raison.

*
* *

Malgré la place prise dans cet article par la dénonciation des fautes de la M.O.R., je ne voudrais pas donner l'impression — attendue peut-être trop complaisamment du dehors — que notre Fédération, notre syndicalisme révolutionnaire sont voués à l'impuissance. Ce n'est pas notre faute, ni celle de la majorité fédérale s'il y a du temps et des efforts perdus. Si cela s'arrange beaucoup trop lentement à notre gré, nous n'en espérons pas moins que dans notre Fédération, dans le personnel, dans la classe ouvrière, une sorte de bon sens syndical — animant une volonté ferme de réalisation, conduisant enfin à des victoires, en attendant *la* victoire — finira par s'imposer. Et nous *manœuvrerons* pour que ce soit le plus tôt possible.

P. Boissel.

A TRAVERS NOTRE COURRIER

Socialistes et action syndicale.

«... La grève du 20 février des instituteurs a provoqué quelques réflexions intéressantes chez les inspecteurs primaires ruraux. Je ne retiens que celle-ci: sur plus de 300 instituteurs et institutrices de ma circonscription, 85 % ont fait grève. Sur les hommes non grévistes (une douzaine) il y en a 10 qui sont socialistes (adhérents au parti) ou qui votent toujours pour les candidats socialistes aux élections législatives et cantonales ! ! ! On peut être socialiste et n'avoir nulle conscience de classe; on le savait depuis longtemps d'ailleurs. »

Chez les chauffeurs de taxi parisiens.

«... Tu dis, camarade, que les cochers-chauffeurs sont « dans la ligne ». Erreur profonde, ils n'ont de commun avec le communisme que la dictature. Si tu avais le temps de me lire, je te citerais des faits véridiques et tu serais édifié. Un entre plusieurs: je lus un jour sur *l'Humanité* un article assez violent contre les Compagnies de taxis qui remerciaient les vieux ouvriers comme ne produisant plus; mais pourquoi la Syndicale-Taxis en faisait-elle autant ? Campagne aussi dans *l'Humanité* contre la diminution des salaires. Mais pourquoi la Syndicale-Taxis en faisait-elle autant ? Anomalie complète.

» Quand tu voudras te documenter sur la mentalité réelle des Cochers-Chauffeurs, je suis à ta disposition, j'ai vécu 5 ans

avec eux et que de désillusions ! Je parle de ceux travaillant dans les garages syndicaux.

» Les dirigeants ne sont pas pour la collaboration, non, mais pourquoi ont-ils demandé en tant que coopérateurs un prêt au ministère des finances, et, dans la crainte de la visite d'un délégué du Gouvernement, pourquoi ont-ils arraché toutes les affiches murales existant dans le garage ? Afin de ne pas effaroucher le dit délégué ! (hypocrisie).

» Je m'arrête, il y en aurait pour trop longtemps; revenons au conflit qui m'intéresse particulièrement.

» Les ouvriers peintres sont congédiés, les peintures sont faites au dehors chez des patrons; mauvais travail, les peintures ne tiennent pas; avec un homme de la Syndicale, le « caoutchoucquier », pas au courant de la peinture, on repeint à l'atelier; pour un cas de police intérieure, le nouveau peintre est congédié, les voitures sont en souffrance, le gérant embauche un nouveau peintre, qui venait travailler le dimanche et quelques jours en semaine; j'apprends que ce camarade n'est pas syndiqué, j'en fais part au camarade Coutant qui, étant membre du Conseil de gestion, était mandaté pour intervenir, le camarade Coutant me donna raison et me dit qu'il avait déjà, dans une réunion du Conseil de gestion, élevé une protestation à ce sujet; il fit part de mon observation au gérant, celui-ci, dès le départ de Coutant, vint me trouver, furieux, en m'intimant l'ordre de me taire et de ne pas m'occuper de cela, que je n'avais rien à voir là-dedans, que si ça ne me plaisait pas je n'avais qu'à prendre la porte; je lui dis que ni lui ni d'autres ne pouvaient m'empêcher de parler, et que tant que l'on ferait fi des principes syndicaux j'interviendrai toujours malgré lui et contre tous. Alors il m'intima l'ordre que dorénavant je ferais la peinture en même temps que mon travail, ou alors il me dit « tu t'en iras », et je fis mes huit jours. Plusieurs camarades du Conseil de gestion protestèrent, mais mon renvoi, malgré ces interventions, fut maintenu.

» Voilà, camarade, j'ai fini, mais ce que j'en laisse... »

« Fleurs et Plumes ».

« J'étais abonnée au *Cri du Peuple* parce que son abonnement coûtait beaucoup moins cher que celui de la *R. P.* Ne croyez pas pour cela que je suis indifférente à la lutte que vous poursuivez pour l'unité. Car je pense que toute la faiblesse du prolétariat est le résultat de sa division, entretenue par ses chefs politiques ou syndicaux.

» Dans mon métier, fleurs et plumes, (un des plus empoisonnés par le travail aux pièces et à domicile), il y a quelques années, la formation d'un syndicat fut ébauchée. L'idée venait de quelques jeunes porteurs, adhérents à la Jeunesse communiste (moi-même à ce moment j'étais du Parti communiste) qui probablement étaient inspirés par leur direction. Après avoir pu amener aux premières réunions quelques compagnes d'atelier, ouvrières sérieuses, avec combien de peine, nous fûmes tellement bafouées par ces propres à rien que tout dut être abandonné, dès les premiers essais. Je me rappellerais toujours une réunion à la Bourse, où Marie Bréant, sans s'être seulement renseignée sur la situation dans le métier, vînt, alors qu'on ne l'attendait plus, nous faire un discours passe-partout qui pouvait servir aussi bien à n'importe quelle corporation. Puis ayant dit tout ce qu'elle savait, elle traversa la salle comme une princesse et ficha son camp !

» Par la suite vint le chômage, d'abord parce que la mode n'y était pas, puis ce fut la crise. Aujourd'hui, bien des maisons sont fermées, ou n'occupent plus que quelques femmes à l'atelier, et à quel taux de salaires, vous vous en doutez. Et il y a à Paris et en banlieue des dizaines de mille fleuristes ou plumassières. »

La Correspondance Internationale Ouvrière *nous prie d'annoncer qu'elle publie un numéro spécial de 32 pages, consacré à la Belgique, entièrement rédigé par des militants syndicalistes et révolutionnaires belges.*

S'adresser 10, rue Emile-Jamais, Nîmes.

LETTRE DE LA QUINZAINE

Paris, le 2 mai.

« Les évènements vont vite » disait hier Boville au meeting de l'Union des Syndicats Confédérés de la région parisienne, salle du Grand-Orient, rue Cadet.

Vous vous en rendrez compte en essayant de récapituler ce qui s'est passé depuis ma dernière « lettre de quinzaine datée du 2 mars ».

Nous avons vu Hitler prendre le pouvoir en Allemagne, et le « kolossal » mouvement syndical et social-démocrate s'effondrer à ses pieds. De ce fait, la Fédération Syndicale Internationale a transféré son siège de Berlin à Paris. Tout un immense pays se trouve maintenant sous le joug du fascisme à la sauce hitlérienne.

Aux Etats-Unis, la misère s'accroît chaque jour, le nombre des chômeurs est considérable — et le président Roosevelt s'est accordé des « pouvoirs spéciaux » qui font de lui un véritable dictateur dans le but de résoudre la crise sur le dos du prolétariat. Dans notre pays, nous avons vu les mineurs — dont la situation est rien moins que reluisante — faire, à l'appel de la Fédération confédérée, une « grève d'avertissement » de trois jours. A la vérité, cette grève ne fut pas unanime, et l'on peut dire que, dans le Nord et le Pas-de-Calais, elle s'est heurtée à l'opposition, sinon au sabotage, des chefs syndicaux à la Maës. Il faut enregistrer que la formule de la « grève d'avertissement » ne correspond plus à grand'chose dans la réalité. Enfin, dans cette métallurgie parisienne si souvent citée pour son inorganisation et son apathie, nous avons assisté à l'éclatement d'une grande lutte, le lock-out Citroën, qui, au jour où je vous écris, dure encore, tandis que le conflit du textile d'Armentières vient de prendre fin sur un compromis.

Et c'était, hier, le Premier Mai.

Il n'a été, en vérité, ni meilleur ni pire que les précédents. Toutefois, à Paris, nous avons pu constater que le mot d'ordre de grève était de moins en moins suivi chez les chauffeurs de taxi. J'ai vu, à la gare du Nord, des files qui réunissaient presque la moitié de l'effectif normal des voitures en station. La maison Chiappe annonçait 70 % de voitures sorties. Le fait, c'est qu'on trouvait des taxis libres dans les rues de la Capitale. A quoi cela tient-il ? à ceci : la corporation du taxi plie sous l'afflux des voitures et de la main d'œuvre. « On ne s'en sort qu'avec peine, et en faisant 13, 14, et même 15 heures de boulot », me disait l'autre jour un camarade qui venait de décider — et il n'est pas le seul — de « plaquer le métier ». Et le syndicat, le vieux syndicat, le syndicat unitaire, dirigé par des communistes orthodoxes, n'a plus l'oreille de la corporation; il se montre nettement au-dessous de sa tâche ; ses effectifs ont d'ailleurs considérablement diminué.

Il faisait hier un bien beau soleil, et rien que cela devait amener beaucoup de monde à la manifestation organisée par le Parti Communiste et la C.G.T.U. au Bois de Vincennes... avec l'autorisation du Gouvernement. Oh ! ce n'est pas moi qui blâmerais les « responsables » communistes d'avoir sollicité la permission de manifester aux portes de la capitale : ils font ce qu'ils peuvent. Mais ne pouvons-nous leur deman-

der de ne pas continuer à nous casser les oreilles avec la prétendue « pression des masses » ?

Evidemment, il y eut tout de même plus de monde au bois de Vincennes qu'à la salle du Grand-Orient. Combien étions-nous dans cet « étouffoir » ? Six cents, au grand maximum. Et savez-vous que, sur les 600 auditeurs, l'on pouvait compter une bonne centaine de camarades ex-minoritaires de la C.G.T.U.? C'est comme j'ai l'honneur de vous l'écrire. Le « clou » du meeting fut le discours de Boville qui demanda à l'Union des Syndicats Confédérés de ne plus, à l'avenir, célébrer le Premier Mai dans un coin, et qui réclama de tous l'énergie nécessaire pour que les syndicats redeviennent les maîtres du Premier Mai.

Les dirigeants de l'Union des syndicats confédérés ont cru nécessaire d'inclure dans l'ordre du jour une condamnation du front unique. Ils ont tout juste empêché l'unanimité dans le vote, des camarades ayant estimé qu'un meeting public organisé à l'occasion du 1er Mai n'avait pas à prendre position sur un problème de tactique syndicale.

L'ordre du jour proclame la nécessité de l'indépendance absolue du syndicalisme vis-à-vis de tous les partis politiques. Fort bien. Mais pourquoi pas aussi « vis à vis de tous les gouvernements » ?

Il n'y a pas bien longtemps, le 21 avril exactement, nous avons lu dans les journaux :

« M. Daladier, président du Conseil, a reçu, hier matin, M. Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T. »

L'information a paru notamment en 2e page du Journal *du 21 avril. Le 20 avril, donc, le camarade Jouhaux était reçu par M. Daladier. Jouhaux était-il seul? En tout cas nous voulons croire qu'il avait reçu un mandat de la Commission administrative de la C.G.T., et nous aimons à espérer que la C. A. nous donnera bientôt le compte rendu de l'entrevue.*

Parce que, voyez-vous, coïncidence troublante, le dimanche qui suivit — l'entrevue Jouhaux-Daladier eut lieu le jeudi — le président du Conseil prononçait à Orange un discours dans lequel, vous ne l'avez peut-être pas remarqué, il mettait en évidence quelques-unes des revendications qui figurent au programme minimum de la C.G.T.:

— La revision de la loi sur les accidents du travail:

— La réforme des assurances sociales avec l'allocation assurée aux vieux travailleurs qui en furent exclus;

— Le projet sur la tentative de conciliation obligatoire dans les questions du travail;

— Le statut légal du Conseil National Economique.

On est bien forcé de se demander s'il n'y a pas corrélation entre l'entrevue et le discours et si, pendant l'entrevue, le discours n'a pas été soumis « pour avis » au secrétaire général de la C.G.T.? En ce cas, des esprits malins ne pourraient s'empêcher de penser à une « participation » occulte de la C.G.T. au gouvernement.

Attendons les précisions que ne manquera pas de donner la Commission administrative de la C.G.T.

Un Congrès qui n'a pas eu d'écho, c'est celui que le Parti socialiste a tenu à Pâques en Avignon. Personne n'en parle plus, mais ce silence cache, paraît-il, un tas de déceptions. De nombreux militants socialistes attendaient, m'assure-t-on, du Congrès d'Avignon, qu'il condamne énergiquement l'attitude du groupe parlementaire, notamment à propos des traitements des fonctionnaires et du vote des crédits militaires réclamés par Daladier. Or il n'en a rien été.

Quoique la droite du parti ait traité les délégués au Congrès comme de vulgaires électeurs, on a continué à rechercher le compromis, et la résolution votée laisse entiers tous les points du désaccord profond.

Malaise ! malaise !

Mais on peut avoir confiance. Toute une génération de jeunes militants socialistes sortira tôt ou tard du désarroi. Robert Lacoste, de la Fédération confédérée des fonctionnaires — qui est allé en Avignon pour le compte de l'hebdomadaire fédéral — a souligné, non seulement un certain antiparlementarisme des délégués (« ce sont, lui a dit Lagrange, député du Nord, nos organisations syndicales qui l'ont développé »), mais le souci de rechercher de nouvelles formules d'action. Lisez ces lignes:

« Le grand problème qu'on n'a pas débattu, je crois l'avoir saisi — écrit Lacoste — en écoutant une conversation hors congrès, sur la place d'Avignon...

«... Grumbach éclairait, à la lueur du marxisme, les rapports des forces sociales dans l'Allemagne actuelle; il semblait, à l'entendre, que la science marxiste n'ait pas été suffisante pour animer les socialistes et les syndicalistes allemands et qu'au contraire elle leur ait donné, par la sûreté de ses prévisions, une sorte de fatalisme.

« Alors, Montagnon, qui est de la droite, et Lagrange, qui est de la gauche, tombèrent d'accord pour prôner les théories de Sorel: il faut une mystique à la foule, il ne faut pas avoir peur de la violence, les forces morales sont tout...

« Qui trouvera — conclut Lacoste — les formes de l'action prolétarienne adaptées aux nécessités présentes ? »

Voilà le problème ! Notre mouvement ouvrier, faussé par la scission, désaxé, désemparé, en est encore à chercher sa vraie voie. Comment la trouvera-t-il? Quand la trouvera-t-il?

Lacoste semble esquisser une réponse. Est-ce à une renaissance du Syndicalisme qu'il pense? Sans doute. Devant la faillite des partis politiques, et l'effondrement du Syndicalisme d'union sacrée et de collaboration, il n'est, en effet, pas d'autre voie.

M. CH.

NOTES AU JOUR LE JOUR

Le camarade Soulat, ancien secrétaire « dans la ligne » de la Fédération unitaire des Cuirs et Peaux, qui fut un adversaire de la minorité, vient d'être exclu du Syndicat unitaire des Cuirs et Peaux à la suite d'une grève dans le cousumain où, selon *l'Humanité* du 26 avril, il fit par deux fois le jaune.

— C'est aussi *l'Humanité* qui nous a appris l'exclusion du Parti communiste de Roger Gaillard qui fut, on ne l'a pas oublié, secrétaire de l'Union des Syndicats unitaires de la région parisienne. On donne comme motif d'exclusion la non-explication par Gaillard de l'utilisation de fonds qui lui furent confiés par le parti. Qu'en est-il exactement ?

— La lecture du *Travailleur,* organe de la Fédération communiste indépendante de l'Est, est intéressante. Mais pourquoi réserver tant de place aux rancœurs des grands hommes méconnus ? Dans le numéro du 2 avril, Boris Souvarine polémique furieusement... contre Trotsky. Comme s'il n'y avait pas mieux à faire ! Ah ! les sectes et les chapelles ! Les sous-sectes et les sous-chapelles !

— Sous le titre « Mœurs de Sauvage », René Plard relate, dans le *Rappel de l'Aube,* les exploits de Sauvage à l'assemblée des actionnaires de l'imprimerie coopérative « l'Emancipatrice » de Troyes, où les amis du *Rappel* eurent une forte majorité, en dépit d'une bagarre provoquée par Sauvage et ses amis. « Sauvage — écrit Plard — eût été un *agent provocateur* qu'il n'eût pas opéré autrement ! »

A travers les Livres

Félicien Challaye : LE CHRISTIANISME ET NOUS (Rieder).

Le livre de Félicien Challaye comprend deux parties qui s'opposent : le Christianisme de l'Intelligence et le Christianisme du Cœur.

La première de ces parties constitue un excellent résumé de ce qu'un homme doit savoir sur le Christianisme. Challaye met à contribution avec beaucoup de clarté et de précision (et des références qui permettraient le cas échéant de fouiller plus particulièrement un des points de la contre-vérité chrétienne) les ouvrages que les spécialistes ont consacré aux origines et à l'histoire du christianisme.

Il étudie ensuite le Christianisme devant l'Histoire, ce qui l'amène à exposer diverses thèses sur l'historicité de Jésus dont nous avons à diverses reprises entretenu nos lecteurs. Etude critique des Evangiles et des divers textes sacrés, étude de la formation des diverses dogmes qui toutes montrent la religion chrétienne se formant, se modifiant — et souvent se modifiant jusqu'à adopter des points de vue totalement contradictoires selon les siècles — sous des influences humaines et sociales particulièrement nettes.

Challaye étudie enfin le Christianisme devant la conscience morale et il n'a pas de peine à établir que l'homme naturel est abaissé dans son corps, dans son intelligence, dans sa dignité, dans sa liberté tandis que le chrétien transformé par la grâce de Dieu, se sent au-dessus de tous et est le plus abominable des intolérants.

Le Christianisme du cœur n'est lié à aucune métaphysique théiste, à aucun dogme historique ; il consisterait dans une pratique de la fraternité humaine et dans la joie de vivre dans l'amour de la vie universelle. Il ne serait qu'une contribution à la *Religion Universelle* que Challaye entrevoit avec un optimisme que nous lui envions.

B. G.

*
* *

Panaït Istrati : LA MAISON THURINGER (Rieder).

Istrati est né conteur. Tant qu'il reste conteur, nous lui tirons notre chapeau... Mais Istrati, comme bien d'autres, veut dépasser ses limites, déborder son destin et le voilà qui entreprend de philosopher et de débiter à l'usage des hommes, ses frères, un enseignement.

Ce lyrique exaspéré qui ne peut échapper à lui-même, cet Oriental constructeur de mirages subjectifs et qui craint sa mort, croit-il pouvoir nous enseigner?

Il crie au néant. Néant de l'idéal, néant de l'art, néant de l'amitié, néant de l'homme.

Pourtant le goût de la vie bouillonne en lui. Et après qu'il a écrit « Refuse de crever pour quoi que ce soit », il ajoute « Crève-toi pour une putain, pour un chien d'ami ou pour ta paresse ».

Explosion de désespoir?
Attitude de littérateur-né?
Gangrène lente du succès littéraire?
Peut-être et peut-être.

Qu'Adrien Zograffi à vingt ans ne comprenne rien au socialisme — que Panaït Istrati à cinquante continue à confondre l'amélioration morale de l'homme avec la mise en commun des moyens de production, cela est si banal qu'on ne s'y attardera pas.

Ce qui reste c'est que par dessus nos misères, nos douleurs, nos déceptions et nos méprises, la *Vie continue* et cette vie elle reluit en tant de pages de la *Maison Thüringer* qu'il faudra bien pardonner à Istrati, le romantisme enragé et dépassé qui le fait grimper sur les tréteaux et crier impudiquement à chacun le drame de son amour, de ses amitiés et de sa destinée. B. G.

FAITS & DOCUMENTS

Sous la haute autorité de M. Chautemps ministre « républicain » de l'Intérieur.

Voici par le détail le récit des faits de St-Paul que B. G. commente aux « Faits de la Quinzaine », tel que l'a établi, dans un tract largement répandu, le **Syndicat de l'Enseignement des Alpes-Maritimes :**

...Depuis longtemps, le bruit courait dans Saint-Paul qu'il y aurait du sang après Pâques si Freinet n'était pas parti. A mesure que l'échéance approchait, les menaces se faisaient de plus en plus précises: On devait écorcher Freinet, le sortir en morceaux... De toutes parts, les partisans de Freinet venaient l'avertir de ce qui se tramait.

Depuis plusieurs jours, le Conseil de guerre occulte se tenait chez le royaliste A. Là, se réunissaient: A.; Mme L., la bourgeoise qui envoie ses enfants à l'école privée de Vence; et « La Blonde », demi-mondaine tenancière de maisons closes, indignée de l'attaque menée par le journal communiste *La Barricade* contre une maison louche de rendez-vous qui a comme pensionnaires des jeunes gens spécialistes des mœurs anormales — maison que le Maire, qui parle pourtant d'épuration nationale, tolère sur le territoire de la commune.

Le Conseil de guerre élargi se tient à l'Hôtel de l'Oranger Fleury où, pendant deux jours, se poursuivent les libations.

Les troupes et le plan d'attaque étaient prêts pour le lundi matin, 24 avril.

Freinet — qui a lui aussi sa Guépéou, naturellement — connaissait ces projets. Ils étaient terrifiants:

Les manifestants devaient franchir ou enfoncer la grille, tout casser dans la classe, se saisir de Freinet et lui faire un mauvais parti, ou du moins le sortir définitivement du local scolaire.

Le dimanche au soir, M. Beltrando, seul conseiller municipal protestataire, venait avertir Freinet — et il en témoignera volontiers si on le lui demande — que la manifestation était organisée par la Municipalité, que le Maire viendrait en tête, suivi de son Conseil municipal, qu'il devait se saisir des clefs des locaux, que les petits grévistes devaient entrer dans la classe, et là, tout casser, mêlant leur agitation à celle de l'extérieur — le tout devait mettre Freinet dans l'impossibilité de faire classe.

Freinet avait pris des mesures en conséquence: les parents d'élèves qui le soutiennent avaient été convoqués. Ils devaient venir lundi matin à sept heures trente, avec leurs enfants, et garder le portail pour empêcher toute intrusion dans les locaux où nul ne devait pénétrer. Pour le reste, Freinet avait recommandé à ses partisans de garder leur plus grand calme, de se défendre certes au besoin, mais de ne pas attaquer, de rester dignes comme ils l'ont été tout au cours de l'affaire. Pour ceux qui essaieraient malgré tout de pénétrer dans l'école, Freinet se chargerait d'eux.

La Préfecture avait été avisée par le Syndicat de l'Enseignement, par un père d'élève, M. Wuffray ; le vendredi, Freinet lui-même avait adressé au Préfet la lettre suivante :

J'ai eu l'honneur de vous signaler à diverses reprises les manquements graves à la loi dont se sont rendus coupables à Saint-Paul les magistrats municipaux.

L'impunité qui semble les encourager, ainsi que les excitations ouvertement proférées par les journaux réactionnaires — l'Action Française et l'Action Patriotique en particulier — sont cause que des menaces graves sont faites contre moi dans le village.

J'ai l'honneur de vous informer que je suis disposé à me défendre et que, me considérant en état de légitime défense, j'userai de tous moyens pour empêcher que des individus

étrangers à l'école pénètrent dans les locaux scolaires dont j'ai la charge.

Veuillez agréer...

Tout le village était sur pied. On sentait que des événements graves allaient se produire.

Vers 7 h. 30, les groupes arrivent: les parents *pour* se pressent auprès du portail; les parents *contre* se tiennent un peu plus loin, devant l'église. Les petits grévistes sont habillés de neuf; ils n'ont pas de cartable; on sent qu'il ne s'agit point d'une rentrée.

Des habitants débouchent devant l'église et se massent devant la Mairie. Deux gendarmes de Vence s'y rendent aussi mais se gardent bien de se mettre en rapport avec Freinet, sans même venir l'avertir de l'imminence d'une démonstration dont ils connaissaient les détails. Il leur suffit de discuter longuement et amicalement avec l'adjoint — un ancien gendarme — et avec les manifestants. Ils feront pire, comme on va voir.

Huit heures moins dix...

Selon le plan de défense dressé, Freinet ouvre le portail. Quatorze élèves — la moitié de l'effectif exactement — entrent dans la cour, fiers et crânes, et, détail caractéristique, se précipitent aussitôt vers le bûcher pour se saisir de bûches en guise de gourdins.

— Qu'ils viennent !

Pendant ce temps,de chaque côté de la grille, les parents d'élèves font la police, poings fermés. Mais personne ne bouge... M. le Maire n'est pas encore arrivé... Il faut l'appui de l'autorité pour donner du cran à ces manifestants.

Heureusement, le Maire est en retard. Il est huit heures... Freinet déclare la rentrée effectuée et ferme le portail à clef. Les enfants entrent en classe et commencent aussitôt le travail. Mais on n'y allait pas de grand cœur, car on attendait les événements.

8 heures 8. Devant la Mairie, la manifestation s'organise... On essaie de se mettre en rang. Dix fois de suite on rassemble les enfants qui s'éparpillent. Mme L. donne les ultimes conseils. Tout est prêt! Le Maire passe en tête et dit: en avant!

Les enfants ouvrent la marche et, se bouchant les oreilles, soufflent comme des sourds dans les sifflets qu'on leur a distribués. Les femmes, nerveuses et vindicatives, viennent au second rang, et les hommes en dernier renfort.

La manifestation approche de la grille; les sifflets roulent plus que jamais, puis les cris dominent le tout.

— A Moscou! Communiste! Bandit! Salaud! Sortez-le!

Freinet continue sa classe:

— Quand ils auront fini de siffler et de crier, ils s'arrêteront bien, dit-il aux enfants énervés et apeurés.

Sur le balcon, bras croisés, regard fier, Mme Freinet domine la foule déchaînée. Les insultes montent vers elle sans troubler en rien sa placidité. Alors, en bas, les femmes donnent de la voix; les cris redoublent... Le Maire, debout contre le portail, excite la foule par son impuissance à pénétrer plus avant.

Tout à coup, dans sa classe, Freinet devine un danger. Une fenêtre donne sur la ruelle où sont massés les manifestants. Freinet, méfiant, l'a bien fermée certes. Mais des mains hargneuses secouent les volets, font sauter le crochet... Il n'y a plus que les vitres. Le danger se précise. La foule va envahir la classe par la fenêtre. L'instant est tragique. Freinet est bien décidé à défendre ses élèves. Il croit cependant nécessaire de faire une dernière sommation.

Il sort hâtivement devant le portail, à un mètre des gueules exorbitées et vociférantes. Et là, sans parvenir totalement à dominer le silence, il crie:

— *Je tiens à prévenir les manifestants. J'ai là sous ma garde QUATORZE enfants. Je les défendrai coûte que coûte. Et si quelqu'un pénètre dans les locaux, voilà !...*

Et Freinet sort de sa poche un revolver et le montre à la foule.

Il retourne dans sa classe, juste à temps pour voir Mme Cauvin, qui n'a pas d'enfants à l'école, enfoncer une vitre d'un coup de tête et essayer de sauter dans la classe en criant:

— Il faut qu'on entre... Laissez-moi passer, et, toute seule, je le mets en morceaux.

L'adjoint, ancien gendarme, l'arrache de la fenêtre en lui disant, effrayé :

— Malheureuse! Qu'allez-vous faire?

Les vitres volent en éclat, atteignant les enfants qui étaient installés, à la table d'imprimerie à un mètre de la fenêtre. Ils se sauvent tous vers la porte. Calmement, Freinet les conduit dans sa cuisine et ferme toutes les portes pour rendre plus difficile l'invasion qui se prépare. Les enfants sont en sûreté.

Sur le balcon, Mme Freinet, impassible, continue à observer et surveiller la manifestation.

Il est 8 heures 15. Les deux gendarmes arrivent enfin devant le portail.

Par quel hasard, ou quelle complicité ne se sont-ils point trouvés à l'endroit vulnérable, alors qu'ils avaient assisté, *d'accord avec le Maire*, au départ de la manifestation? Avaient-ils ordre de laisser faire, espérant que les secrets désirs de la Préfecture s'accomplissent.

Toujours est-il que les gendarmes sont délibérément arrivés après la bataille, et que, sans l'énergie de Freinet des événements irréparables auraient pu se produire DANS UNE SALLE DE CLASSE OCCUPÉE PAR LA MOITIÉ DE L'EFFECTIF SCOLAIRE, ET ENVAHIE PAR ORDRE DU MAIRE, AVEC LA COMPLICITÉ DE LA PRÉFECTURE ET DE LA FORCE PUBLIQUE.

Mais où étaient donc les gendarmes?

Le brigadier nous a expliqué:

— Nous sommes partis de devant la Mairie en même temps que la manifestation. Mais nous n'avons pas voulu la suivre pour ne pas avoir l'air de la guider. Alors nous sommes allés faire le tour de l'église et du pâté de maisons et nous sommes arrivés juste à temps pour arracher Mme Cauvin de la fenêtre.

Ce ne sera d'ailleurs pas le seul fait surprenant de cette journée.

Les gendarmes avaient été avisés par la Préfecture qu'ils devaient se rendre à Saint-Paul en raison de cette manifestation. Leur devoir était de défendre l'école, de défendre les enfants qui voulaient la fréquenter et qui étaient bien aussi intéressants que les 14 grévistes, de permettre enfin à Freinet, *instituteur*, de continuer son travail. Les gendarmes se sont dirigés vers la Mairie sans même regarder du côté de l'école, et Freinet a dû faire sa police — aidé des parents qui le soutiennent — aux moments les plus dangereux.

Chose plus grave encore: Alors que les cris de mort: Tuez-le! Allons l'arracher! On lui arrache les bras! On vous le met en bouillie! Avant demain, il est en morceaux! — l'après-midi même lorsque, comme nous le verrons, quelques énergumènes étaient prêts à faire un mauvais parti à l'Inspecteur d'Académie et que G., rauque et aviné hurlait:

— Je vous en donne ma parole: si vous ne l'enlevez pas, le sang coulera ce soir dans Saint-Paul; nous le sortirons en morceaux...!

Jamais, *à aucun moment* les gendarmes n'ont essayé de disperser la foule et de faire taire les manifestants.

Les cris continuent: n'osant plus toucher la grille ni la fenêtre, on essaye de prendre d'assaut la maison d'école par un autre côté, et c'est à ce moment-là sans doute que, ayant vu Freinet fermer la fenêtre de la cuisine pour protéger les enfants contre les jets de pierre, on a fait courir le bruit absurde, complaisamment exploité par la presse, que Freinet avait essayé de s'enfuir en descendant par une corde...

Une mère de famille, Mme Grandi, énergique et digne garde le portail pour protéger son fils qui est dans l'école. Le Maire la tire brutalement:

— Partez de là! votre place n'est pas ici.. vous n'êtes pas française!

Et un gendarme, toujours prêt à appuyer le Maire, ajoute:

— Vous êtes étrangère... Ah! si c'est vrai retirez-vous!

— Eh bien! je m'y mets, moi, crie un père de famille, et je suis Français... Que quelqu'un m'arrache de là!

Une bousculade s'ensuit. Mme Grandi tombe, projetée au

sol par Mme Cauvin, celle-là même qui venait d'enfoncer les vitres de la classe. Mme Grandi ramasse un caillou et le jette en pleine figure de l'assaillante qui va se faire soigner au médecin.

Et le Maire? détenteur de pouvoirs de police, chargé d'assurer l'ordre?

Ce n'est certes pas lui qui sera capable de calmer cette foule qu'il a déchaînée. A un moment, il semble un peu effrayé de son œuvre et prononce quelques paroles de découragement. Les deux pères de famille les plus excités le prennent violemment à partie:

— Alors, vous nous lâchez! Vous nous avez dit: Patientez jusqu'à Noël! Patientez jusqu'à Pâques! Voilà cinq mois que nous patientons! Nous en avons *assez !*

9 h. 45. Récréation!

Les élèves descendent dans la cour sous la conduite de Freinet qui, crânement et calmement fait les cent pas devant la grille.

Les hurlements redoublent.

Les petits grévistes, soigneusement stylés, donnent un triste spectacle. Ces enfants qui, au début de l'affaire, s'étaient rapprochés encore de leur maître, profèrent maintenant les injures les plus ordurières à son adresse, sous le commandement du Maire qui de temps en temps leur commande : Criez: Communiste — ou criez: A Moscou!

Les sifflets ne suffisant plus, les femmes vont chercher des casseroles pour leurs enfants, de vieilles ferrailles, un clairon bosselé. Le curé, qui sortait de dire une messe de mort — mais y a-t-il quelqu'un de plus bassement sacrilège que le curé de Saint-Paul? — le curé prête aux enfants les crécelles sacrées qui, le vendredi saint, sonnent si mélancoliquement la passion de celui qu'une même foule inconsciente et criminelle mena au calvaire.

Et, jusqu'à midi, ce triste spectacle se poursuit, au grand ahurissement des visiteurs.

ENTRE NOUS

VERS LES 1.300 ABONNÉS...
...EN ATTENDANT LES 1.500 !

Nos prévisions n'ont pas été démenties. Au contraire, elles ont été dépassées. Nous espérions avoir atteint et légèrement dépassé les 1.200 abonnés pour le 1er mai. Or notre recensement mensuel fait ressortir un total de

1.255 abonnés au 30 avril,

bien entendu total net, tous désabonnements déduits.

Mesurez nos pas en avant:

au 20 janvier:	968 abonnés
au 28 février:	1.011 »
au 31 mars:	1.122 »
au 30 avril:	1.255 »

Le 25 janvier, nous appelions nos amis à démontrer que nous étions capables non seulement d'assurer la vie de la Révolution prolétarienne, *mais de sortir du cercle restreint où notre effort se maintenait.*

Eh bien, le mouvement d'élargissement est commencé!

Il ne va cependant pas tout à fait comme nous le désirons. Nous voudrions plus de « recruteurs d'abonnés » — la méthode directe est la meilleure et la moins chère — ; nous voudrions plus de propagandistes soucieux de placer un numéro de la revue à quiconque s'intéresse de près ou de loin au mouvement social.

Un exemple: du 20 janvier au 30 avril, nous avons enregistré 7 abonnements nouveaux en Seine-Inférieure. C'est un seul camarade, Nédélec, qui les a recueillis. Et il nous en envoie, à l'instant, deux autres, dont un d'un an.

Un autre exemple: Barrué, qui, dans la Gironde, ne relâche pas son effort, et dont le dernier envoi se composait de deux « nouveaux ».

Quant aux « possibles » — méthode indirecte et onéreuse, mais que nous ne pouvons abandonner — ils nous ont donné depuis février quatre abonnés en Charente, cinq dans le Puy-de-Dôme, huit dans le Rhône, deux dans le Var et la Haute-Vienne; et nous espérons des résultats dans la Drôme, le Cantal, l'Eure, le Morbihan...

Des encouragements nous arrivent: « Je vous félicite — *nous écrit un ancien abonné du* Cri — pour le courage et la persévérance que vous apportez pour l'Unité Syndicale. J'étais et je reste avec vous. Ci-joint abonnement de 6 mois. » *Un autre abonné du* Cri *nous envoie* 10 *francs* « en attendant de pouvoir faire mieux pour que triomphe l'indépendance du syndicalisme ».

Pour l'Unité syndicale et pour l'indépendance du syndicalisme, aidez-nous, camarades, à atteindre les 1.300 *abonnés en mai, puis les* 1.500, *puis...*

*
* *

NOTRE SOUSCRIPTION EXCEPTIONNELLE
POUR LES 1.500 ABONNÉS

Nos camarades ont trouvé ci-dessus la première liste ; que ceux de nos amis fonctionnaires qui ne nous ont pas encore répondu ne tardent pas à nous envoyer leur obole prélevée sur leur journée du 1er *mai. Et que tous ceux de nos abonnés qui le peuvent nous aident à couvrir les frais que nécessite notre effort de recrutement !*

Concours des Départements

NOUVEAUX ABONNÉS D'AVRIL

Paris, 7; Seine, 98; Seine-et-Oise, 10; Aisne, 1; Alger, 1; Alpes (Basses), 2; Alpes (Hautes), 1; Alpes-Maritimes, 1; Ardèche, 1; Charente, 5; Drôme, 1; Pyrénées-Orientales, 1; Puy-de-Dôme, 2; Rhône, 2; Seine-Inférieure, 4; Vendée, 1; Vosges, 1; U.R.S.S., 5; Suisse, 1.

Total: 145.

CLASSEMENT GÉNÉRAL

Seine, 136; *Paris,* 118; *Rhône,* 19; *Seine-et-Oise,* 17; *Seine-Inférieure,* 14; *Alpes-Maritimes,* 13; *Gironde,* 9; *Alger,* 6; *Puy-de-Dôme,* 6; *Charente,* 5; *Ardèche,* 5; *Loire,* 4; *Pyrénées-Orientales,* 4; *Var,* 3; *Ain,* 2; *Cantal,* 2; *Marne,* 2; *Haute-Vienne,* 2; *Hautes-Alpes,* 2; *Basses-Alpes,* 2; *Drôme,* 2; *autres départements,* 1.

U.R.S.S., 6; *Belgique,* 3; *Espagne,* 3; *Suisse,* 1.

*
* *

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Chambelland, 20; Poulet, 50; Paul George, 25; Burguet, 9.65.

Total: 104 fr. 65.

Le nombre d'abonnés à la **Révolution Prolétarienne** *a monté de* **50 o/o** *en seize mois,*

Y as-tu contribué ?



LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET VINCENT
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.